

DÉPARTEMENT DE LA
CHARENTE MARITIME

ARRONDISSEMENT
DE ROCHEFORT

CANTON DE ROYAN

COMMUNE DE ROYAN

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 15.169

L'An deux Mille Quinze, le 14 décembre, à 18 h 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Didier QUENTIN, Député-Maire.

DATE DE LA CONVOCATION

Le 8 décembre 2015

DATE D'AFFICHAGE

Le 8 décembre 2015

ÉTAIENT PRÉSENTS : M. Didier QUENTIN, M. Patrick MARENGO, Mme Eliane CIRAUD-LANOUE, M. Philippe CAU, Mme Marie-Noëlle PELTIER, Mme Eva ROY, M. Gérard FILOCHE, Mme Marie-José DAUZIDOU, Mme Nelly SERRE, Mme Dominique BERGEROT, adjoints,

Mme Dominique BARRAUD DUCHÉRON, M. Didier BESSON, Mme Annie CHABANEAU, M. René-Luc CHABASSE, M. Jean-Paul CLECH, M. Daniel COASSIN, Mme Marie-José DOUMECQ, M. Julien DURESSAY, Mme Dominique GACHET, M. Bernard GIRAUD, Mme Thérèse GORDON'S, Mme Régine JOLY, M. Gérard JOUY, M. Denis MOALLIC, M. Pierre PAPEIX, Mme Dominique PARSIGNEAU, M. Thierry ROGISTER, Mme Marie-Claire SEURAT, conseillers municipaux.

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS : M. Gilbert LOUX représenté par M. Patrick MARENGO
M. Yannick PAVON représenté par M. Julien DURESSAY

ÉTAIENT ABSENTS-EXCUSÉS : Mme Nancy LEFÈBVRE, M. Alain LARRAIN
Mme Alexandra COUDIGNAC

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 28

Nombre de votants : 30

Mme Marie-José DOUMECQ a été élue Secrétaire de Séance.

OBJET : RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE
Exercice 2014

RAPPORTEUR : M. GIRAUD

VOTE :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Société Royan Eau Environnement (R2E), délégataire du service public de production et de distribution d'eau potable, a transmis le rapport annuel de l'exercice 2014, comprenant notamment les éléments définis à l'article R.1411-7 de ce même code.

Les éléments marquants pour l'année 2014 sont les suivants :

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la compétence « Eau Potable » a été prise en charge par la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (C.A.R.A.), qui elle-même, a adhéré au Syndicat des Eaux de la Charente-Maritime, pour l'exercice de cette compétence.

Les volumes mis en distribution proviennent prioritairement de quatre ressources du service de :

- Chauvignac (561 622 m³),
- La Bourgeoisie 1 (2 533 220 m³),
- Le Marché de Gros (454 060 m³),
- Saint-Pierre (919 448 m³).

Les volumes produits par les installations de la Ville se situent dans la continuité des volumes pompés en 2013, avec quelques variations d'une ressource à une autre. La principale ressource sollicitée reste la Bourgeoisie 1 (filtration sur charbon).

L'année 2014 a été marquée par le début des travaux de réalisation de l'usine de production d'eau potable (automne 2014), d'une capacité de 1 000 m³/h, sur le site de BARZAN. Dans l'attente de sa mise en service, l'unité temporaire de traitement de BARZAN a permis de produire 561 622 m³ d'eau provenant de la source de CHAUVIGNAC, dont la turbidité est restée supérieure à 1 NTU tout au long de l'été.

Le nombre d'abonnés (18 294) augmente en 2014 par rapport aux années précédentes. Les volumes facturés (1 520 844 m³) marquent une légère augmentation par rapport à l'année 2013 (1 446 000 m³). La consommation moyenne par usager est d'environ 78 m³.

Les volumes vendus aux collectivités voisines affichent une légère hausse par rapport à l'année 2013 (2 710 183 m³ en 2014- 2 610 315 m³ en 2013).

Sur les 542 branchements en plomb qui restaient au 31 décembre 2013, 327 branchements ont été renouvelés par R2E, 215 par la Ville dans le cadre du marché à bons de commande.

Sur l'année 2014, Royan Eau Environnement (R2E) a enregistré 3 370 774 € de produits et 3 657 213 € de charges. La société a enregistré un résultat négatif de - 286 439 €.

Il vous est proposé de prendre acte de cette communication.

LE CONSEIL MUNICIPAL

- Ayant entendu l'exposé du Rapporteur,
- Vu le rapport annuel de l'exercice 2014, présenté par la Société Royan Eau Environnement (R2E),
- Après en avoir délibéré,

PREND ACTE DE LA COMMUNICATION

- du rapport annuel transmis par la Société Royan Eau Environnement (R2E), pour le service de production et de distribution d'eau potable de l'exercice 2014.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Ont signé au Registre les Membres présents,

Pour extrait conforme,

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 17 décembre 2015

Pour le Député-Maire,
Et par délégation
Le Premier Adjoint
Patrick MARENGO



2014

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE




SE17 - Commune de Royan-AEP

Une année de performance et de gestion durable de votre service public de l'eau (Conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005)

REPERES DE LECTURE

Notre mémoire explicatif intègre différents repères visuels destinés à faciliter sa lecture.

Vous trouverez ci-dessous une explication quant à l'usage de chacun des pictogrammes utilisés.

<i>Repère visuel</i>	<i>Objectif</i>
	<i>Identifier rapidement nos engagements clé</i>
	<i>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</i>
	<i>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</i>

Gestion du document	Auteur	Valideur	Date
Validation	B. MERCIER / C.DASNON	A .TEYSSEYRE	22/05/15

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2014

Dans un marché en profonde mutation, Veolia Eau France s'emploie quotidiennement à faire évoluer ses métiers en plaçant l'innovation et les progrès des nouvelles technologies au cœur de sa stratégie de développement, et en se positionnant comme un véritable partenaire des territoires, grâce à une organisation de proximité tournée vers vos attentes.

Le rapport annuel constitue pour les équipes de Veolia, l'occasion de vous présenter les différentes composantes techniques, économiques, sociales et environnementales qui structurent la gestion de votre service public de l'eau. Il constitue ainsi un outil de synthèse et de pilotage intelligent vous permettant de juger et de vous approprier en toute transparence la performance de votre service.

Soyez assurés que nous veillons jour après jour à respecter et renforcer les engagements que nous avons pris dans le cadre du contrat qui nous lie et nous avons à cœur de conserver votre confiance dans nos équipes.

Vos interlocuteurs privilégiés sont à votre disposition pour venir vous présenter en détail le bilan annuel de votre contrat.

Alain Franchi
Directeur Général de Veolia Eau France

Sommaire

1. L'essentiel de l'année	7
1.1. Le contrat	8
1.2. L'essentiel de l'année 2014	9
1.3. Les chiffres clés de l'année 2014	10
1.4. Le prix du service public de l'eau	12
1.5. Un dispositif au service des clients	13
2. La performance et l'efficacité opérationnelle à votre service	15
2.1. L'efficacité de la production et de la distribution d'eau potable	16
2.2. La qualité de l'eau	21
3. Le patrimoine de votre service	27
3.1. L'inventaire des biens du service	28
3.2. La gestion du patrimoine	30
3.3. Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir	37
3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine	38
4. Les engagements de Veolia	41
4.1. Les services aux clients	42
4.2. Les équipes et moyens au service du territoire	46
4.3. L'empreinte environnementale	53
4.4. Veolia, acteur économique et social du territoire	56
5. Le rapport financier du service	57
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	58
5.2. Le patrimoine du service	60
5.3. Les investissements et le renouvellement	61
5.4. Les engagements à incidence financière	62
6. Annexes	65
6.1. La facture 120 m ³	66
6.2. Le bilan énergétique détaillé du patrimoine	67
6.3. Pyramide du parc compteurs classés par année de fabrication	68
6.4. Annexes financières	69
6.5. Les nouveaux textes réglementaires	77
6.6. Glossaire	83
6.7. Production d'eau	89
6.8. Ouvrages de distribution	95
6.9. Propositions d'améliorations - Détail	96
6.10. Synthèse des rues à renouveler	97
6.11. Proposition de sectorisation	98



1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

1.1. Le contrat

- **Déléataire :** VEOLIA EAU – R2E
- **Périmètre du service :** ROYAN
- **Numéro du contrat :** YT170
- **Nature du contrat :** Affermage
- **Prestations du contrat :** Distribution, Gestion clientèle, Production

→ **Durée du contrat**

Date de début : 01/01/2010

Date de fin : 31/12/2021

→ **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
2	25/12/2014	Prise en charge du forage d'ARCES en contrepartie d'une révision de notre rémunération, GRENELLE 2 (Guichet Unique, DICT), substitution d'indices.
1	19/02/2014	Transfert de compétences au SE17, modification du régime de TVA.

→ **Les engagements vis-à-vis des tiers**

assume les engagements d'échanges d'eau suivants avec les collectivités voisines ou les tiers :

Type d'engagement	Tiers engagé
achat	SI RIVE GAUCHE DE LA SEUDRE
vente	SI de CHENAC
vente	SI de MEDIS SEMUSSAC
vente	SI RIVE GAUCHE DE LA SEUDRE
vente	SAINT GEORGES DE DIDONNE
vente	SAINT PALAIS SUR MER
vente	SAUJON
vente	VAUX SUR MER
vente	VEOLIA EAU - CGE

1.2. L'essentiel de l'année 2014

SERVICE DE L'EAU - COMMUNE DESSERVIE : ROYAN

LES CHIFFRES DU SERVICE

Habitants desservis	Abonnés (clients)	Installation(s) de production	Réservoir(s)	Longueur de réseau (km)	Taux de conformité microbiologique (%)	Rendement de réseau (%)	Consommation moyenne (l/hab/j)
18 561	18 294	5	4	221	100,0	88,7	208

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

Les travaux de réalisation d'une usine de production d'eau potable d'une capacité de 1000 m³/h ont débuté en automne 2014 sur le site de Barzan. Ces travaux sont réalisés par l'entreprise OTV, entreprise retenue par le SDE17 dans le cadre d'un appel d'offres.

Dans l'attente de sa mise en service, l'unité temporaire de traitement de Barzan a permis de produire 561 622 m³ d'eau provenant de la source de Chauvignac dont la turbidité est restée supérieure à 1 NTU tout au long de l'été.

Audit de renouvellement de certification ISO 22000 (sécurité alimentaire des aliments) réalisé le 14 octobre 2014.

PROPOSITIONS D'AMELIORATION

En s'appuyant sur notre connaissance de l'exploitation des réseaux (caractérisation des fuites réparées, des âges des conduites, de la nature du sol...), nous proposons un plan de renouvellement des canalisations en priorisant les actions (voir en annexe 6.10 le tableau de synthèse des canalisations à renouveler).

Pour réduire les fuites sur réseau et être plus réactif, nous proposons la mise en place d'une sectorisation sur le réseau de distribution de la ville de Royan en s'appuyant sur le modèle mathématique afin de garantir les débits et pression suffisants en tout point du réseau (voir annexe 6.11).

1.3. Les chiffres clés de l'année 2014

Les indicateurs réglementaires devant être fournis par le délégataire sont mis en évidence dans le tableau ci-dessous par leur couleur « rouge ».

LE PRIX DU SERVICE DE L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m ³ TTC	Délégataire	1,53 €uro/m ³
L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR
	Volume prélevé	Délégataire	4 876 062 m ³
	Volume produit (C)	Délégataire	4 841 120 m ³
	Volume acheté à d'autres services d'eau potable (D)	Délégataire	0 m ³
	Volume mis en distribution (m ³)	Délégataire	2 130 937 m ³
	Volume de service du réseau	Délégataire	9 750 m ³
	Volume consommé autorisé 365 jours (A)	Délégataire	1 583 337 m ³
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution (A+B)/(C+D)	Délégataire	88,7 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	7,42 m ³ /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	6,80 m ³ /jour/km
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	442
LA QUALITE DE L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologique	ARS (1)	100,0 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	100,0 %
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre d'installations de production	Délégataire	5
	Capacité totale de production	Délégataire	44 160 m ³ /j
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	4
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	10 550 m ³
	Longueur de réseau	Délégataire	221 km
	Longueur de canalisation de distribution	Collectivité (2)	221 km
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Délégataire	100
	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	0 ml
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	
	Nombre de branchements	Délégataire	17 595
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	0
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	542
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	51
	Nombre de compteurs	Délégataire	19 116
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	1 603

LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de communes	Délégataire	1
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	18 561
	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	18 294
	- Abonnés domestiques	Délégataire	18 287
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	0
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	7
	Volume vendu	Délégataire	4 231 027 m3
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	1 520 844 m3
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	0 m3
	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable (B)	Délégataire	2 710 183 m3
	Consommation moyenne	Délégataire	208 l/hab/j
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	78 m3/abo/an
LA SATISFACTION DES CLIENTS ET L'ACCES A L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise
	Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	89,27 %
	Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui
	Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement	Délégataire	Non
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	1,09 u/1000 abonnés
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,00 u/1000 abonnés
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	0,67 %
[P109.0]	Abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	
	- Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	28
	- Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	984
LES CERTIFICATS		PRODUCTEUR	VALEUR
	Certifications ISO 9001, ISO 14001, ISO 18001	Délégataire	En vigueur
	Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE		PRODUCTEUR	VALEUR
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	60 %
	Energie relevée consommée	Délégataire	2 394 157 kWh

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSP

1.4. Le prix du service public de l'eau

LA GOUVERNANCE DU SERVICE : ROLES ET RESPONSABILITES DES ACTEURS

Le contrat précise les rôles et responsabilités de l'autorité publique et de l'opérateur, les obligations de résultats, les objectifs de performance à atteindre et le prix du service ainsi que son évolution sur la durée du contrat.

Dans ce cadre, la gouvernance du service public de l'eau repose sur deux parties prenantes clés :

- L'autorité organisatrice publique souveraine : la collectivité locale fixe le niveau d'ambition pour le service public, définit les objectifs de performance à atteindre et contrôle l'opérateur,
- L'opérateur : Veolia gère le service, respecte ses engagements contractuels et assure l'amélioration continue de la performance. Il rend compte à la collectivité et facilite sa mission de contrôle.

Veolia respecte la gouvernance mise en œuvre et veille à développer des outils et des pratiques permettant à chacun d'exercer pleinement son rôle.

LE PRIX DU SERVICE

A titre indicatif sur la commune de ROYAN l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ [D102.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

ROYAN Prix du service de l'eau potable	Volume	Prix Au 01/01/2015	Montant Au 01/01/2014	Montant Au 01/01/2015	N/N-1
Part délégataire			62,16	67,22	8,14%
Abonnement			32,92	33,16	0,73%
Consommation	120	0,2838	29,24	34,06	16,48%
Part communale			0,00	33,60	100%
Consommation	120	0,2800		33,60	
Part syndicale			54,48	25,68	-52,86%
Abonnement			25,68	25,68	0,00%
Consommation	120	0,0000	28,80		
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0822	9,20	9,86	7,17%
Organismes publics			36,60	37,20	1,64%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3100	36,60	37,20	1,64%
Total € HT			162,44	173,56	6,85%
TVA			8,93	9,55	6,94%
Total TTC			171,37	183,11	6,85%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			1,43	1,53	6,99%

LA FACTURE 120 M3

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Cette dernière représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 4 personnes.

La facture type est présentée en annexe 6.1

1.5. Un dispositif au service des clients

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

16 rue Notre Dame

17200 ROYAN

Tél : 05 46 39 65 60 Fax 05 46 02 35 16

Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h

TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h.



Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 810 003 385** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

Votre service client en ligne est accessible :

- www.service-client.veoliaeau.fr
- sur votre smartphone via nos applications Android et Apple



VOS URGENCES

**7 JOURS SUR 7,
24H SUR 24**

Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau, nous intervenons jour et nuit.





2.

LA PERFORMANCE ET
L'EFFICACITE OPERATIONNELLE A
VOTRE SERVICE

2.1. L'efficacité de la production et de la distribution d'eau potable

Le niveau d'efficacité des services d'eau résulte de l'alliance de l'expertise des hommes et des femmes du service de l'eau, du savoir-faire de Veolia et de l'existence d'une véritable démarche de management de la performance.

2.1.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

→ Le volume prélevé

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume prélevé par ressource (m3)	4 894 244	4 696 632	4 831 566	4 805 819	4 876 062	1,5%
ARCES				215 979	407 712	88,8%
CHAUVIGNAC	1 086 473	1 261 411	909 597	342 350	561 622	64,0%
LA BOURGEOISIE 1	2 784 558	2 221 044	2 783 198	2 972 781	2 533 220	-14,8%
MARCHE DE GROS	172 242	538 865	367 611	488 258	454 060	-7,0%
ST PIERRE	850 971	675 312	771 160	786 451	919 448	16,9%

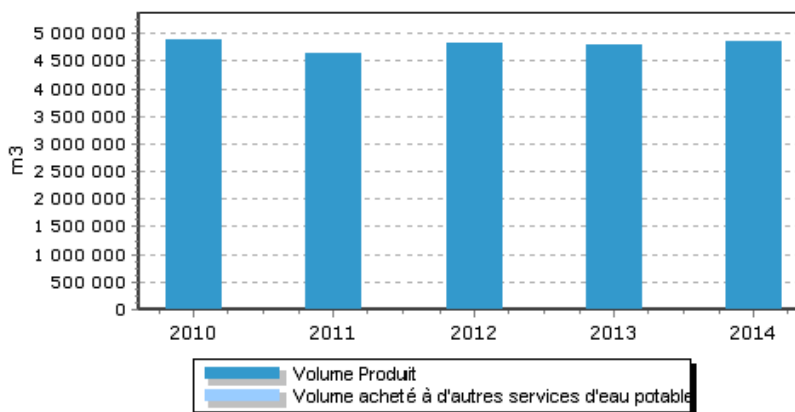
	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume prélevé par nature d'eau (m3)	4 894 244	4 696 632	4 831 566	4 805 819	4 876 062	1,5%
Eau souterraine influencée	1 086 473	1 261 411	909 597	342 350	561 622	64,0%
Eau souterraine non influencée	3 807 771	3 435 221	3 921 969	4 463 469	4 314 440	-3,3%

→ Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produits et mis en distribution prennent en compte le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable, le cas échéant :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume prélevé	4 894 244	4 696 632	4 831 566	4 805 819	4 876 062	1,5%
Besoin des usines	6 194	52 905	11 161	15 380	34 942	127,2%
Volume produit (m3)	4 888 050	4 643 727	4 820 405	4 790 439	4 841 120	1,1%
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	0	0	0	0	0	0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	2 687 688	2 611 659	2 727 687	2 610 315	2 710 183	3,8%
Volume mis en distribution (m3)	2 200 362	2 032 068	2 092 718	2 180 124	2 130 937	-2,3%

Evolution des volumes produit et acheté à d'autres services d'eau potable



Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	0	0	0	0	0	0%
RIVE GAUCHE DE LA SEUDRE - (SI)	0	0	0	0	0	0%

2.1.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUMES VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

→ *Le volume vendu*

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie du décret du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	3 747 056	4 056 636	4 212 475	4 056 915	4 231 027	4,3%
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	1 059 368	1 444 977	1 484 788	1 446 600	1 520 844	5,1%
domestique ou assimilé	1 053 849	1 444 977	1 484 788	1 446 600	1 520 844	5,1%
autres que domestiques	5 519	0	0	0	0	0%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	2 687 688	2 611 659	2 727 687	2 610 315	2 710 183	3,8%

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

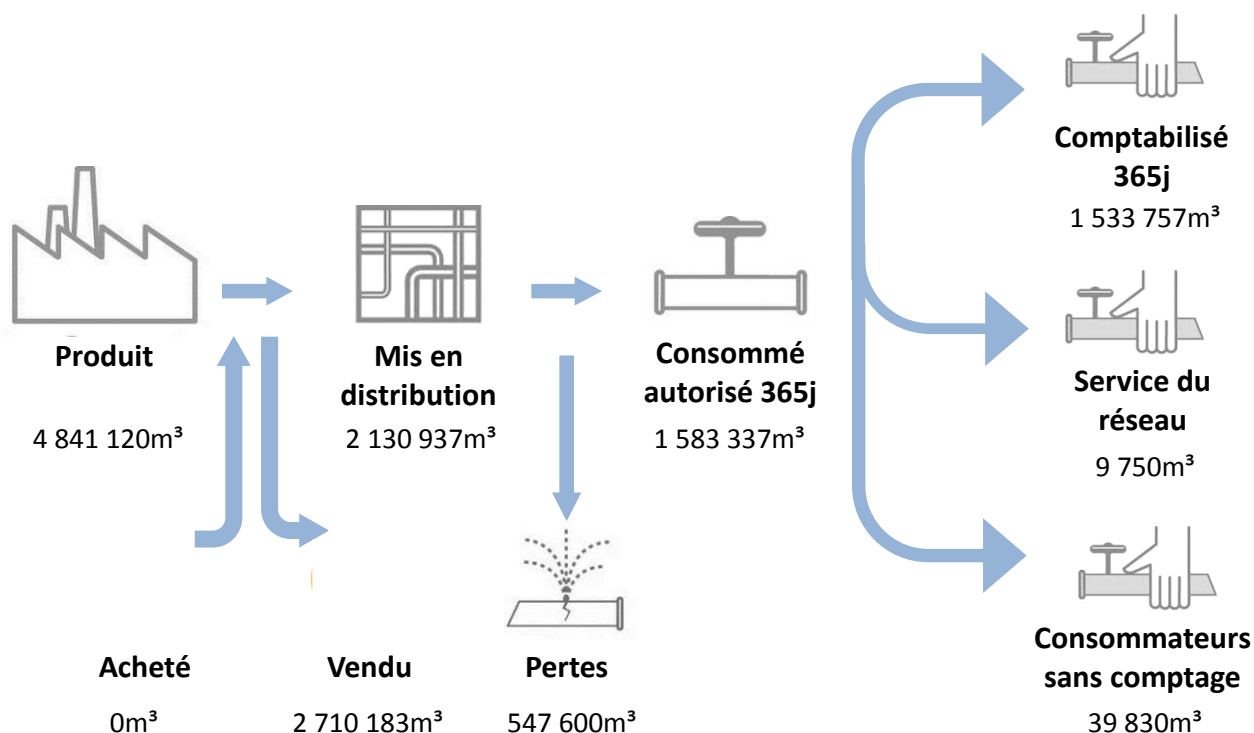
	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)	2 687 688	2 611 659	2 727 687	2 610 315	2 710 183	3,8%
CHENAC - (SI)	0	0	0	0	0	0%
MEDIS SENUSSAC - (SI)	253 992	308 880	304 806	317 994	339 462	6,8%
RIVE GAUCHE DE LA SEUDRE - (SI)	0	0	0	0	0	0%
SAINT GEORGES DE DIDONNE	770 445	782 120	822 700	760 620	713 835	-6,2%
SAINT PALAIS SUR MER	628 192	492 881	599 741	575 512	646 219	12,3%
SAUJON	494 250	489 700	497 970	507 506	526 910	3,8%
VAUX SUR MER	540 809	538 078	502 470	448 683	483 757	7,8%

→ **Le volume consommé**

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à 365 jours par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume comptabilisé (m3)	1 059 368	1 466 072	1 509 178	1 476 636	1 533 757	3,9%
Volume comptabilisé 365 jours (m3)	1 798 462	1 546 579	1 525 854	1 526 833	1 533 757	0,5%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	51 920	45 050	39 830	39 830	39 830	0,0%
Volume de service du réseau (m3)		23 185	22 112	15 560	9 750	-37,3%
Volume consommé autorisé (m3)	1 111 288	1 534 307	1 571 120	1 532 026	1 583 337	3,3%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	1 850 382	1 614 814	1 587 796	1 582 223	1 583 337	0,1%
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	215	346	362	353	365	3,4%

→ **Synthèse des flux de volumes**



2.1.3. LE RENDEMENT DE RESEAU

La loi de Grenelle 2 s'inscrit dans le plan national d'adaptation au changement climatique de 2011 qui vise 20% d'économie d'eau sur les prélèvements d'ici 2020.

Pour les réseaux d'eau, l'article 161 de la loi Grenelle 2 fixe deux objectifs :

- Inciter les collectivités à mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux ;
- Engager des actions afin de limiter le taux de perte et améliorer le rendement du réseau qui représente la part du volume introduit dans le réseau effectivement consommé.

Le décret du 27 janvier 2012 (« limitation des pertes en eau sur les réseaux ») précise que sous peine d'un doublement de la redevance de prélèvement les collectivités doivent définir et mettre en œuvre un plan d'action destiné à la réduction des pertes d'eau pour les réseaux dont le taux de perte, est supérieur au seuil, dit « Grenelle 2 », défini dans le décret et variant de 65 à 85 % selon la taille et les caractéristiques des collectivités.

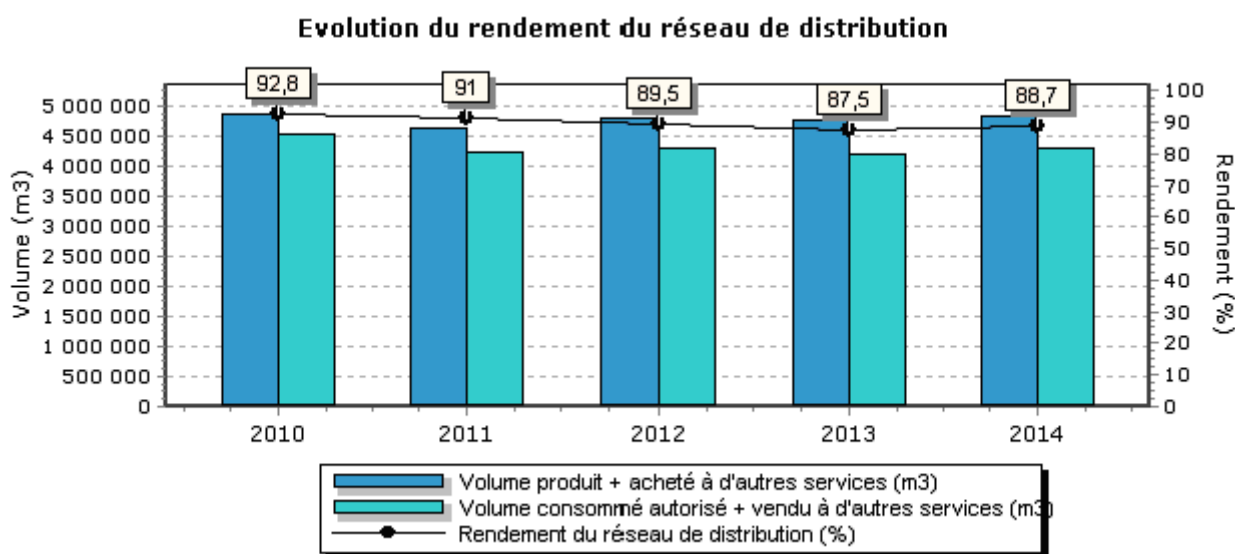
Dans les quelques cas où cela s'avère nécessaire, Veolia propose les plans d'actions permettant d'atteindre les objectifs réglementaires de rendement."

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	92,8 %	91,0 %	89,5 %	87,5 %	88,7 %	1,4%
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) A	1 850 382	1 614 814	1 587 796	1 582 223	1 583 337	0,1%
Volume vendu à d'autres services (m3) B	2 687 688	2 611 659	2 727 687	2 610 315	2 710 183	3,8%
Volume produit (m3) C	4 888 050	4 643 727	4 820 405	4 790 439	4 841 120	1,1%
Volume acheté à d'autres services (m3) D	0	0	0	0	0	0%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



→ **L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]**

	2010	2011	2012	2013	2014
Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	5,01	6,05	7,03	8,12	7,42
Volume mis en distribution (m ³) A	2 200 362	2 032 068	2 092 718	2 180 124	2 130 937
Volume comptabilisé 365 jours (m ³) B	1 798 462	1 546 579	1 525 854	1 526 833	1 533 757
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	219 652	219 704	220 162	220 377	220 599

	2010	2011	2012	2013	2014
Indice linéaire de pertes en réseau (m³/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	4,37	5,20	6,27	7,43	6,80
Volume mis en distribution (m ³) A	2 200 362	2 032 068	2 092 718	2 180 124	2 130 937
Volume consommé autorisé 365 jours (m ³) B	1 850 382	1 614 814	1 587 796	1 582 223	1 583 337
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	219 652	219 704	220 162	220 377	220 599

→ **Performance opérationnelle du réseau de distribution**

Année	Rdt (%)	ILP (m ³ /j/km)	ILVNC (m ³ /j/km)	ILC (m ³ /j/km)
2014	88,7	6,80	7,42	53,32

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé 365j + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé 365 jours) / ((longueur de canalisation de distribution)/365)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé 365 jours) / ((longueur de canalisation de distribution)/365)

ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé 365j + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/365)

Plan d'action mis en œuvre par Veolia Eau en 2014

Le plan d'action, mis en œuvre par Veolia Eau en 2014, visant à réduire à court terme le taux de perte du réseau de distribution d'eau potable est décrit ci-après

- Proposition de sous sectorisation du réseau de distribution alimenté par le château d'eau de Belmont.

Programme de renouvellement de conduites proposé par Veolia Eau en 2014

L'analyse des défaillances, observées sur les tronçons de canalisations, a mis en évidence la fragilité marquée de certaines conduites, dont le renouvellement permettrait de diminuer les interruptions de service et contribuerait à réduire les pertes en eau.

Le programme de renouvellement des conduites ainsi identifiées comme 'critiques', proposé par Veolia Eau, se définit ainsi :

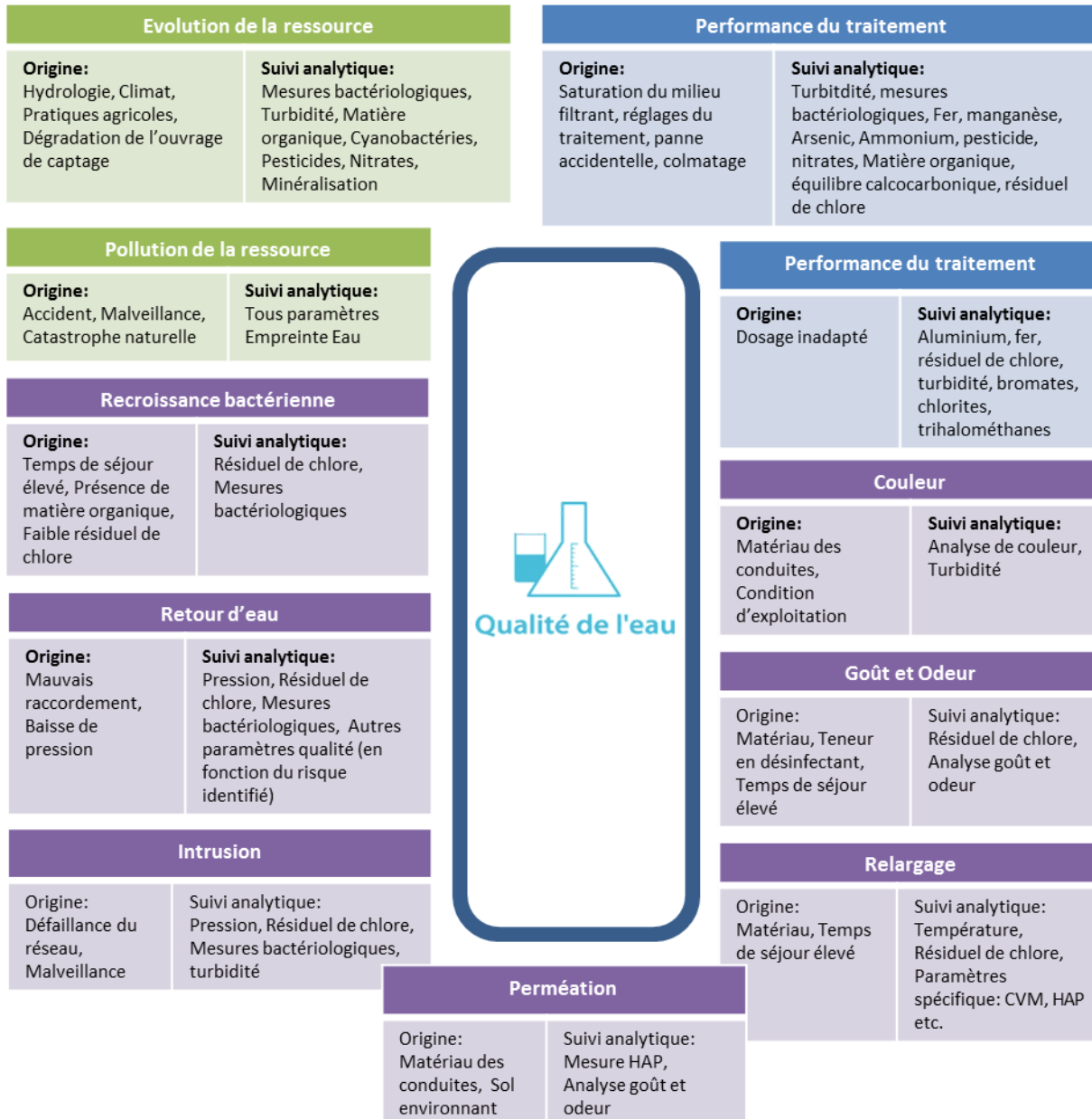
- Voir tableau en annexe 6.10

2.2. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau et notamment celle à disposition des clients du service est une priorité absolue car elle est un enjeu de santé publique.

→ Les phénomènes impactant la qualité de l'eau en réseau

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur compréhension nécessite une bonne connaissance de la conception du réseau, de son environnement et des pratiques d'exploitation. La figure ci-dessous explicite les différents mécanismes de dégradation de la qualité de l'eau en réseau.



2.2.1. LE CONTROLE DE L'EAU

Sur tous les services qui lui sont confiés, Veolia complète le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite et distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Les analyses effectuées sur ces prélèvements concernent l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques.

Le tableau suivant présente la synthèse des analyses réalisées sur la ressource, les eaux traitées et distribuées.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	507	517	53
Physico-chimique	2881	1670	122

2.2.2. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	16	16	73	73
Physico-chimique	780	780	258	258

Ci-après un extrait de quelques paramètres physico-chimiques représentatifs :

	Contrôle sanitaire et surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Arsenic	8	8
Atrazine	31	31
Chlorures	8	8
Déséthylatrazine	31	31
Nitrates	23	23
Simazine	31	31
Sodium	8	8
Sulfates	8	8
Terbutylazine	31	31

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes

2.2.3. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- Les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur.
- Les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique des actions correctives.

→ Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégué		Contrôle sanitaire et surveillance du délégué	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	91	91	69	68	160	159
Physico-chimie	91	91	35	35	126	126

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégué	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégué
Microbiologique	100,0 %	98,6 %	99,4 %
Physico-chimie	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ Conformité des paramètres analytiques

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à référence de qualité.¹ :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégué	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	182	182	138	137
Physico-chimique	671	671	545	545
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	309	303	276	274
Physico-chimique	859	855	702	699
Autres paramètres analysés				
Microbiologique			30	
Physico-chimique	580		175	

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

¹ Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

Ci-après un extrait de quelques paramètres physico-chimiques représentatifs :

Contrôle Sanitaire et Surveillance par le Délégué			
	Nombre total de résultats d'analyses	Conformes aux limites ou aux références de qualité	Type de seuil
Atrazine	31	31	Limite de Qualité
Carbone Organique Total	67	66	Référence de Qualité
Fer total	20	20	Référence de Qualité
Nitrates	126	126	Limite de Qualité
Simazine	31	31	Limite de Qualité
Terbuthylazine	31	31	Limite de Qualité
Turbidité	192	191	Limite et Référence de Qualité

Détail des non-conformités par rapports aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégué	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégué	Valeur du seuil et unité
E.Coli /100ml	0	8	0	1	91	69	0 n/100ml

Détail des non-conformités par rapports aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégué	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégué	Valeur du seuil et unité
Bact et spores sulfito-rédu	0	2	6	1	36	69	0 n/100ml
Bactéries Coliformes	0	8	0	1	91	69	0 n/100ml
Carbone Organique Total	0	6,05	0	1	32	35	2 mg/l C
Conductivité à 25°C	7,58	916	0	1	91	104	1100 µS/cm
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	0	2	3	0	12	0	2 Qualitatif
Température de l'eau	9,1	25,4	0	1	94	98	25 °C
Turbidité	0	0,6	1	0	6	10	0,5 NFU

→ Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Valeur du seuil et unité
Calcium	63	140	47	mg/l
Chlorures	25,20	90	44	250 mg/l
Fluorures	40	900	12	1500 µg/l
Magnésium	5,50	38	47	mg/l
Nitrates	2	44,10	126	50 mg/l
Pesticides totaux	0	0,06	32	.5 µg/l
Potassium	1,70	3,20	12	mg/l
Sodium	22	52	12	200 mg/l
Sulfates	17	32	32	250 mg/l
Titre Hydrotimétrique	29,10	37,90	70	°F

2.2.4. L'ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

→ Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://ww.sante.gouv.fr/eau-potable.html>

Paramètres microbiologiques	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de conformité microbiologique	100,00 %	100,00 %	96,94 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	81	110	95	89	91
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	3	0	0
Nombre total de prélèvements	81	110	98	89	91
Paramètres physico-chimique	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de conformité physico-chimique	97,75 %	100,00 %	99,01 %	96,70 %	100,00 %
Nombre de prélèvements conformes	87	117	100	88	91
Nombre de prélèvements non conformes	2	0	1	3	0
Nombre total de prélèvements	89	117	101	91	91

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ *Chlorure de Vinyle Monomère*

Dans le cadre de l'application de l'instruction de la DGS du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine et dans la continuité du repérage des canalisations à risques réalisé par la plupart des Agences Régionales de Santé, l'année 2014 a été marquée par un renforcement significatif de la surveillance ciblée du Chlorure de Vinyle Monomère sur certains réseaux susceptibles d'être concernés par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (linéaire en PVC et âge de pose).

Par ailleurs, l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a publié le 3 novembre 2014 un avis portant sur les risques sanitaires en cas de dépassements de la limite de qualité du chlorure de vinyle dans les eaux destinées à la consommation humaine. Dans cet avis, l'Agence confirme, d'une part, la nécessité de maintenir la limite de qualité de 0,5 µg/L et, d'autre part, la mise en œuvre des stratégies d'échantillonnage ciblées sur les zones à risques telles que prévues dans l'instruction de la DGS du 18 octobre 2012.

Aussi, pour les réseaux susceptibles d'être concernés, le programme d'auto-surveillance devra être adapté en pérennisant la réalisation régulière d'analyses sur ce paramètre.

Situation sur votre service.

Au titre de l'adaptation de l'autosurveillance, nous avons engagé des recherches sur le paramètre CVM. Depuis 2010, toutes les analyses réalisées se sont révélées conformes.



3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE

3.1. L'inventaire des biens du service

L'inventaire des équipements et installations qui constituent le patrimoine du service, permet d'en connaître l'état et d'en suivre l'évolution. Il distingue :

- ◆ les biens financés par la Collectivité et mis à la disposition du délégataire au début et en cours du contrat,
- ◆ les biens financés par le délégataire dans le cadre du contrat en précisant s'il s'agit de biens de retour ou de biens de reprise.

L'inventaire englobe les canalisations, les branchements, le matériel électromécanique et le génie civil. Il comporte également, dans la mesure du possible, une description sommaire.

Le patrimoine de la collectivité, géré dans le cadre du service de l'eau confié à Veolia, est composé :

- ◆ des installations de production
- ◆ des réseaux de distribution
- ◆ des branchements en domaine public
- ◆ des outils de comptage
- ◆ des équipements du réseau

→ Les installations

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Qualification
ARCES	3 600	Bien de retour
CHAUVIGNAC	19 200	Bien de retour
LA BOURGEOISIE 1	12 960	Bien de retour
MARCHE DE GROS	3 000	Bien de retour
ST PIERRE	5 400	Bien de retour
Capacité totale	44 160	
Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)	Qualification
REPRISE BELMONT	550	Bien de retour
REPRISE BOURGEOISIE2	150	Bien de retour
REPRISE CORDOUAN	100	Bien de retour
SURPRESSION ST PIERRE	190	Bien de retour
Capacité totale		
Installation de captage		Qualification
LA BOURGEOISIE 2		Bien de retour
Capacité totale		
Autres installations eau	Débit des pompes (m3/h)	Qualification
VANNE ELECTRIQUE LES TILLEULS		Bien de retour
Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)	Qualification
BACHE BELMONT	5 000	Bien de retour
BACHE CORDOUAN	750	Bien de retour
RESERVOIR BELMONT	2 400	Bien de retour
RESERVOIR DE ST PIERRE	2 400	Bien de retour
Capacité totale	10 550	

→ *Les réseaux de distribution*

Canalisations		Qualification
Longueur de canalisations de distribution (ml)	220 599	Bien de retour

→ *Les branchements en domaine public*

Branchements		Qualification
Nombre de branchements	17 595	Bien de retour

→ *Les compteurs*

Compteurs (*)	Nombre	Qualification
Nombre de compteurs propriété de la collectivité	19 116	Bien de retour

(*) compteurs installés sur branchements d'abonnés, à l'exclusion des compteurs de sectorisation

3.2. La gestion du patrimoine



La réalité du quotidien de l'exploitation consiste en un ensemble d'actions complexes et coordonnées pour garantir le fonctionnement 24h/24 du service et apporter aux clients une qualité de service irréprochable.

A ce titre deux types d'interventions sont mis en œuvre:

- des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et expérimentées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions peut conduire à faire appel à des moyens mutualisés et aux équipes régionales et nationales d'experts.

De nouveaux outils informatiques de maintenance des installations (GAMA) et de gestion des interventions (PICRU) ont été déployés et viennent en appui des équipes locales pour optimiser les programmes d'intervention.



PivO, ou la gestion centralisée des interventions

La cellule Méthodes et Planification PivO assure le pilotage centralisé de toutes les interventions de nos techniciens, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

Connectée aux différents systèmes d'information, la cellule PivO dispose d'une vision à 360° de l'exploitation, ainsi que des demandes et besoins d'interventions.

3.2.1. LA MAINTENANCE DU PATRIMOINE EXISTANT

Pour maintenir ce patrimoine dans la durée, il est nécessaire d'avoir une connaissance précise du tracé du réseau, des éléments qui le constituent, de son fonctionnement hydraulique, des événements d'exploitation ou encore de son vieillissement. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

→ *Les installations*

Travaux d'exploitation courante :

- Nettoyage et désinfection des ouvrages de stockage (voir § ouvrages en annexe)
- Contrôles des installations électriques réalisés en juin 2014

→ Les recherches de fuites

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	29	17	37	41	33	-19,5%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	68	72	55	37	38	2,7%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,0%
Nombre de fuites sur compteur	124	226	198	57	210	268,4%
Nombre de fuites sur équipement	2	6	249	151	125	-17,2%
Nombre de fuites sur autre support			128	22	36	63,6%
Nombre de fuites réparées	223	321	667	308	442	43,5%

3.2.2. LES RENOUILLEMENTS REALISES

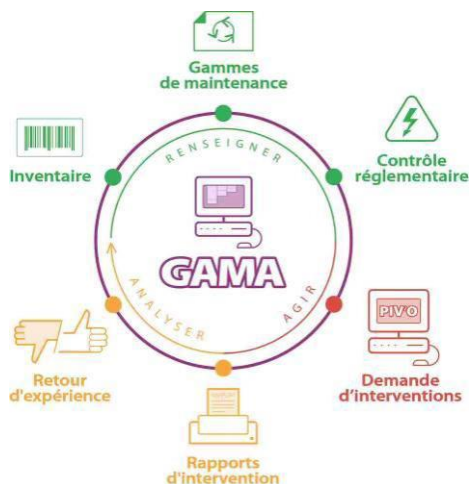
Le renouvellement des installations techniques du service est un aspect important de l'exploitation d'un service d'eau ou d'assainissement. Il conditionne l'avenir à court et long termes du service et, sur un cycle de vie complet des installations, peut représenter de l'ordre de 10 % des coûts. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements de réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

De façon générale, la sélection des équipements se base sur l'expérience des hommes de terrain, des experts métier, des équipes support, avec l'appui de plateformes de tests et de programmes de R&D, visant à retenir le meilleur rapport qualité/fiabilité/coût/durée de vie.

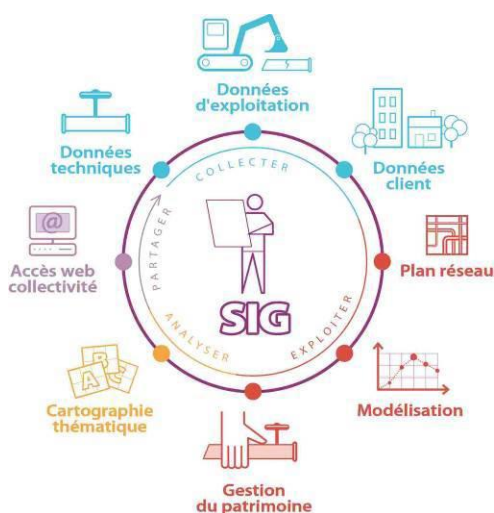
Le développement d'outils avancés de gestion du patrimoine a permis la gestion de centaines d'installations (par exemple environ 700 usines de traitement d'eau potable en France), ainsi que le suivi des 200.000 km de réseaux d'eau potable et des équipements associés. Si nécessaire, des outils de modélisation peuvent être utilisés pour dimensionner très précisément les installations lors de leur remplacement.



GAMA, le patrimoine installation

Notre logiciel de gestion des équipements, GAMA, permet de connaître à tout moment l'inventaire du patrimoine et l'historique des interventions sur chacun des équipements, qu'il s'agisse des interventions d'exploitation, de maintenance, des contrôles réglementaires ou de sécurité. En fonction des opérations réalisées ou à venir, nos équipes sont alors en mesure de proposer des renouvellements.

GAMA fournit ainsi des informations objectives pour déterminer les meilleurs choix entre, par exemple, un renforcement de la maintenance d'un équipement sensible ou son remplacement total ou partiel.



Le SIG, le patrimoine réseau

Notre Système d'Information Géographique permet de connaître à tout moment le patrimoine réseau et ses caractéristiques. Des éditions de plans et des extractions de données contribuent à évaluer l'état du réseau et décider des renouvellements à réaliser si besoin.

Le SIG rassemble les données techniques et d'exploitation nécessaires à la modélisation du fonctionnement du réseau. Il fournit aussi les informations utiles à l'établissement des plans prévisionnels de renouvellement des canalisations et des branchements.

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité du parc de compteurs.

En France, le contrôle en service des compteurs d'eau froide potable est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal inférieur ou égal à DN32 sont vérifiés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Dans ce contexte réglementaire, Veolia fait vérifier les compteurs par des laboratoires accrédités et reconnus par l'Etat. Les lots de compteurs vérifiés depuis 2012 ont montré un taux de conformité supérieur à 90 %. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

→ Les installations

La Bourgeoisie
Vessie Anti-bélier



La Bourgeoisie
Sonde conductimètre
+ sonde forage



La Bourgeoisie
Pompe lavage



Chauvignac
Transmetteur nitrate mètre

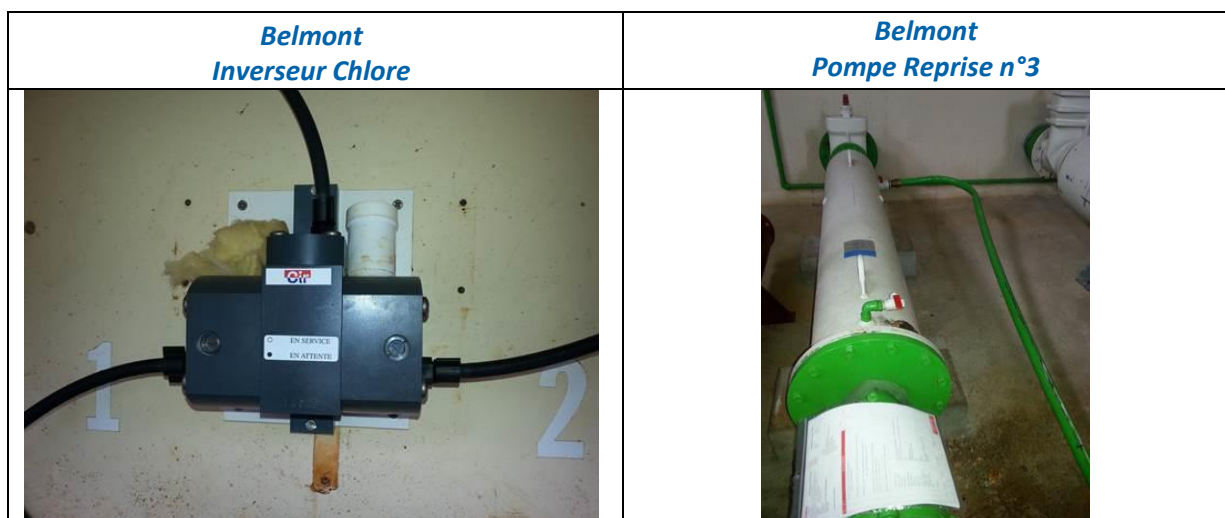


St Pierre
Sonde niveau + guide



St Pierre
Capteur pression





→ *Les réseaux*

Renouvellement canalisations à charge de la Collectivité :

<i>Adresse des travaux</i>	<i>Longueur posée</i>	<i>Diamètre</i>	<i>Matériau</i>
Rue des Moineaux	120 m	63	PVC
Ave de la Grande Plage	120 m	63	PVC
Rue de Foncillon	320 m	150	Blutop
Allée de Lacambra	50 m	63	PVC

Branchements

327 branchements plomb ont été renouvelés à la charge de Veolia

215 branchements plomb ont été renouvelés dans le cadre du marché à bons de commande

→ *Les branchements*

Renouvellement des branchements plomb	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre de branchements	17 303	17 378	17 470	17 544	17 595	0,3%
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	4 990	3 814	3 092	542	0	-100,0%
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i>	29%	22%	18%	3%	0%	-100,0%
<i>Branchements plomb mis au jour pendant l'année</i>	5 109					
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	119	1176	722	2550	542	-78,7%
<i>% de branchements plomb supprimés</i>		23,57%	18,93%	82,47%	100,00%	21,3%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(**) par le Délégué et par la Collectivité

→ **Les compteurs**

Renouvellement des compteurs	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre de compteurs	16 892	17 390	17 685	18 038	19 116	6,0%
Nombre de compteurs remplacés	488	757	1 168	1 393	1 603	15,1%
Taux de compteurs remplacés	2,9	4,4	6,6	7,7	8,4	9,1%

La pyramide compteur est présentée en annexe 6.3

3.2.3. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ **Les installations**

Sans objet

→ **Les réseaux, branchements et compteurs**

Canalisations	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Longueur totale du réseau (km)	219,7	219,7	220,2	220,4	220,6	0,1%
Longueur de distribution (ml)	219 652	219 704	220 162	220 377	220 599	0,1%
<i>dont canalisations</i>	219 652	219 704	220 162	220 377	220 599	0,1%
Equipements	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Branchements	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre de branchements	17 303	17 378	17 470	17 544	17 595	0,3%
Compteurs	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre de compteurs	16 892	17 390	17 685	18 038	19 116	6,0%
<i>dont sur abonnements en service</i>					18 297	
<i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i>					819	

(*) le cas échéant propriété des communes membres de la Collectivité

A noter : en 2014, la pyramide est le reflet du parc des compteurs actifs et inactifs. En 2013, la pyramide n'intégrait pas les compteurs de clients résiliés.

Réseau

Travaux d'extension de canalisations :

Adresse des travaux	Longueur posée	Diamètre	Matériau
Rue de Guinielle – Clos de Lea	50 m	63	PVC
Lotissement Les Edens	120 m	63	PVC
Rue des Mathes – Le Hameau de Louise	52 m	75	PVC

Branchements

Réalisation de 51 branchements

Descriptif du réseau

Canalisations de distribution	2010	2011	2012	2013	2014
Acier 100	75	75	75	75	75
Acier 250	1 518	1 518	1 518	1 518	1 518
Fonte 40	2 955	2 955	2 955	2 955	2 955
Fonte 50	103	103	103	103	53
Fonte 60	42 959	42 369	42 369	42 299	42 059
Fonte 80	17 775	17 145	17 145	16 590	16 590
Fonte 100	33 996	33 996	33 996	33 996	33 996
Fonte 125	4 178	4 178	4 178	4 178	4 178
Fonte 150	22 526	22 526	22 526	22 526	22 206
Fonte 200	10 582	10 582	10 582	10 582	10 582
Fonte 250	532	532	532	532	532
Fonte 300	2 703	2 703	2 703	2 703	2 703
Fonte 350	4 544	4 544	4 544	4 544	4 544
Fonte 400	3 516	3 516	3 516	3 516	3 516
Fonte 450	9 323	9 323	9 323	9 323	9 323
Fonte 500	23 290	23 290	23 290	23 290	23 290
Blutop 150					320
PEHD 32	47	47	47	47	47
PEHD 50	72	72	72	72	72
PVC 32	357	357	357	357	357
PVC 40	507	507	507	507	507
PVC 50	6 537	6 537	6 537	6 537	6 537
PVC 63	9 138	9 555	9 790	10 005	10 465
PVC 75	4 231	4 231	4 231	4 231	4 283
PVC 90	4 065	4 170	4 353	4 413	4 413
PVC 110	6 141	6 261	6 301	6 311	6 311
PVC 125	1 756	1 756	1 756	2 001	2 001
PVC 140	2 391	2 391	2 391	2 391	2 391
PVC 160	3 326	3 956	3 956	3 956	3 956
PVC 200	357	357	357	667	667
Plomb 40	93	93	93	93	93
Indéterminé 200	59	59	59	59	59
	219 652	219 704	220 162	220 377	220 599

3.3. Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir

L'expertise développée par Veolia permet soit d'apporter les conseils à la Collectivité utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, soit d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

La Collectivité pourra être conseillée afin d'avoir une vision d'ensemble sur le patrimoine et ainsi les évolutions à apporter pour une bonne adaptation du service public de l'eau. Ces conseils porteront sur :

- Le choix d'équipements garantissant la performance des ouvrages Usines et Réseau
- Le choix d'équipements fiables et adaptés qui assure une qualité durable du parc compteurs et le remplacement préventif des modèles de compteurs susceptibles de ne plus satisfaire à la qualité requise.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants ou pour lesquels VEOLIA EAU n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte-rendu.

Les fiches ci-après représentent une liste non-exhaustive des propositions d'améliorations et viennent compléter les propositions d'améliorations faites au cours de l'année écoulée.

Domaine

Titre Fiche

Description

Fiche N°

Installations

Réservoir BELMONT	Génie civil - Etanchéité . . .	170_2011_02
Réservoir BELMONT	Canalisation . . .	170_2011_03
Suppression BELMONT	Installation électrique . . .	170_2011_06
Captage ST PIERRE - Appareils de mesure	Rejet des appareils de mesure . . .	170_2011_08
Réservoir ST PIERRE	Génie civil - dôme . . .	170_2011_09
BOURGEOISIE 1 - Filtration	Accès au dessus des filtres . . .	170_2011_10
BOURGEOISIE 1 - Pompage	Génie civil - Toit terrasse . . .	170_2011_11
BOURGEOISIE 1 - Pompage	Génie civil - Peinture . . .	170_2011_12
BOURGEOISIE 1 - Filtration	Fissuration bâtiment . . .	170_2012_02
Captage MARCHE DE GROS - Pompage	Installation électrique . . .	170_2011_13
CHAUVIGNAC - Vasque	Génie civil - Eclatement . . .	170_2011_14
CHAUVIGNAC - Cellule HT	Vétusté de la coupure HT . . .	170_2011_16
Bâche CORDOUAN - Bâtiment d'habitation	Génie civil . . .	170_2011_17

Le détail des fiches est présenté en annexe 6.9

3.4. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de surpression, usines de traitement, réservoirs, bâtiments... constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en bon état des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un système d'information géographique. L'analyse de ces données permet d'apporter à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder au bon moment aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités en matière de travaux d'investissement et de renouvellement.

3.4.1. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX ET LA SYNTHÈSE DES OPERATIONS REALISEES [P103.2]

La loi de Grenelle 2 s'inscrit dans le plan national d'adaptation au changement climatique de 2011 qui prévoit 20% d'économie d'eau sur les prélèvements d'ici 2020. Pour les réseaux d'eau, l'article 161 de la loi Grenelle 2 fixe deux objectifs :

- Inciter les collectivités à mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux ;
- Engager des actions afin de limiter le taux de perte à 15% sur les réseaux urbains.

Rappels des obligations réglementaires issues de la loi Grenelle 2

Le décret du 27 janvier 2012 (« limitation des pertes en eau sur les réseaux ») précise que sous peine d'un doublement de la redevance de prélèvement, à l'échéance initiale du 31 décembre 2013, les collectivités doivent :

- Etablir un descriptif détaillé des réseaux d'eau et d'assainissement
- Définir et mettre en œuvre un plan d'action destiné à la réduction des pertes d'eau pour les réseaux dont le taux de perte, est supérieur au seuil, dit « Grenelle 2 » défini dans le décret.

L'article 36 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2014 reporte au 31 décembre 2014 (et non plus au 31 décembre 2013) l'échéance à laquelle les collectivités doivent avoir établi le descriptif détaillé de leurs réseaux et précise les conditions à satisfaire par le service pour que, le cas échéant, évite le doublement de la redevance prévu au décret du 27 janvier 2012.

L'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013) assure l'articulation entre l'obligation de réaliser un descriptif détaillé introduite par le décret du 27 janvier 2012 et l'arrêté du 2 mai 2007 sur le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service à travers un nouveau barème sur 120 points de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (précédent barème sur 100 points). Pour s'assurer que le service dispose du descriptif détaillé, l'indice devra atteindre un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale

Calculée sur le barème de 120 points, la valeur de cet indice P103.2 pour l'année 2014 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2010	2011	2012	2013	2014
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux				100	100

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Valeur si pas de seuil	Valeur officielle
ICGPR Existence d'un plan des réseaux	10	10
ICGPR Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
ICGPR Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
ICGPR Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
ICGPR Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
ICGPR Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
ICGPR Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	0	0
ICGPR Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
ICGPR Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
ICGPR Localisation des autres interventions	0	0
ICGPR Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
ICGPR Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
Total:	100	100

En conséquence, le service dispose du descriptif détaillé tel qu'exigé par le décret du 27 janvier 2012.

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2014 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation.

Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. VEOLIA se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission de délégataire du service, VEOLIA procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4.2. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P107.2]

Pour l'année 2014, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P107.2] est de %. Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable, en ajoutant aux valeurs de la 2^{ème} ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau :

	2010	2011	2012	2013	2014
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	219 652	219 704	220 162	220 377	220 599
Longueur renouvelée totale (ml)	0	875	0	625	610
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0



4.

LES ENGAGEMENTS DE VEOLIA

4.1. Les services aux clients

Une relation multiple est proposée aux clients du service de l'eau. Afin d'offrir plus de conseils, plus d'informations et aussi plus de réactivité dans le cas de situations exceptionnelles, des points de contact variés et complémentaires sont accessibles aux clients :



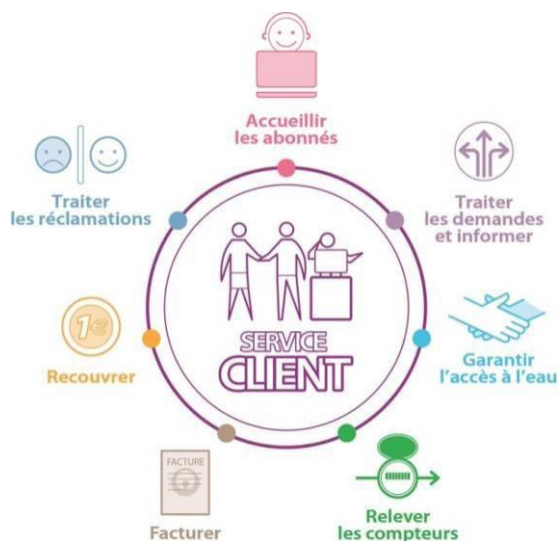
Les services proposés aux clients sont l'accueil de proximité, le Centre d'appel basé en France, le choix des différents modes de paiement, les propositions de rendez-vous, dans une plage horaire définie et limitée à deux heures.

Toute interruption importante du service de l'eau donne lieu à une intervention d'un technicien :

- au préalable dans les deux heures en zone urbaine dans le cas d'interventions programmées,
- dans les quatre heures en zone rurale, lorsqu'il s'agit d'interruptions accidentelles ;

En cas de crise, nous avertissons les clients concernés via un système d'alerte téléphonique.

Veolia améliore en continu son offre clientèle ainsi que ses services techniques (télé-relevé), pour un confort maximal des abonnés et une relation simple et pratique apportant toutes les réponses aux attentes de chacun.



4.1.1. LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION

→ Les abonnés du service

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, et le nombre d'habitants desservis [D101.0] figurent au tableau suivant :

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	16 894	17 397	17 687	18 035	18 294	1,4%
domestiques ou assimilés	16 886	17 390	17 680	18 028	18 287	1,4%
autres que domestiques	1	0	0	0	0	0%
autres services d'eau potable	7	7	7	7	7	0,0%
Volume vendu selon le décret (m3)	3 747 056	4 056 636	4 212 475	4 056 915	4 231 027	4,3%
Nombre total d'habitants desservis (estimation)	19 121	19 249	18 992	18 674	18 561	-0,6%

→ Les principaux indicateurs de la gestion clientèle

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Nombre annuel de demandes d'abonnement	1 628	2 247	1 973	2 027	1 868	-7,8%
Taux de clients mensualisés		13,8 %	15,2 %	16,6 %	18,8 %	13,3%
Taux de clients prélevés hors mensualisation				27,8 %	29,0 %	4,3%
Taux de mutation	9,7 %	13,1 %	11,3 %	11,4 %	10,4 %	-8,8%

4.1.2. LA SATISFACTION DES CLIENTS

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, un baromètre de satisfaction est réalisé tous les semestres.

Ce baromètre porte à la fois sur :

- la qualité de l'eau,
- la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- la disponibilité et la ponctualité des équipes d'intervention clients : respect des plages de rendez-vous,...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés,
- la qualité des travaux réalisés (travaux de branchements notamment).

Les résultats pour notre Région en décembre 2014 sont :

	2014
Satisfaction globale	89,27
La continuité de service	93,81
La qualité de l'eau distribuée	82,81
Le niveau de prix facturé	53,21
La qualité du service client offert aux abonnés	85,77
Le traitement des nouveaux abonnements	91,03
L'information délivrée aux abonnés	77,14



Composition de votre eau

Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque abonné peut demander la composition de son eau.



Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client.

→ Le taux de respect d'ouverture des branchements [D151.0]&[P152.1]

	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de respect du délai d'ouverture des branchements	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Délai maximal d'ouverture des branchements (jours)	1	1	1	1	1
Nombre total de branchements ouverts	1 628	2 247	1 973	2 027	1 868
Nombre de branchements ouverts dans le délai	1 628	2 247	1 973	2 027	1 868

→ Le taux de réclamations écrites

En 2014, le taux de réclamations écrites [P155.1] pour votre service est de **0,00/ 1000 abonnés**.

→ Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]

Le taux d'impayé est de **0,67 %**. Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année 2014 sur les factures émises au titre de l'année précédente.

→ Les interruptions non-programmées du service public de l'eau

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des clients.

Une information téléphonique des clients est réalisée en cas d'interruption du service programmée (travaux de renouvellement) ou non-programmée (réparation de fuite notamment).


En 2014, le taux d'interruption de service [P151.1] pour votre service est de **1,09/ 1000 abonnés**.

	2010	2011	2012	2013	2014
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	2,55	0,98	1,98	2,66	1,09
Nombre d'interruptions de service	43	17	35	48	20
Nombre d'abonnés (clients)	16 894	17 397	17 687	18 035	18 294


→ La charte Eau+, les engagements de Veolia

Les engagements de service auprès des abonnés du service public sont formalisés dans une Charte. Elle regroupe les huit engagements pris pour apporter chaque jour aux habitants un service public de qualité.

Nos engagements sont pour vous une vraie garantie



- 1 Vos urgences n'attendent pas**
Veolia Eau répond 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 à vos urgences techniques. Nous intervenons rapidement en cas de problème d'alimentation en eau ou d'évacuation des eaux usées.
Votre garantie délai
En cas d'urgence, intervention d'un technicien dans les 4 heures en zone urbaine, dans les 4 heures en zone rurale.
- 2 Vos rendez-vous sont respectés**
Nous nous engageons à respecter les horaires de rendez-vous pour toute demande nécessitant une intervention à votre domicile.
Votre garantie délai
Respect d'un rendez-vous, fixé avec vous, dans une plage horaire de 2 heures maximum.
- 3 Toutes vos questions sur la qualité de l'eau ont une réponse**
Notre équipe de chargés de clientèle s'engage à répondre à toutes vos questions sur les caractéristiques essentielles de votre eau (numéro figurant au dos de ce dépliant) tous les jours, même le samedi matin et 24 heures sur 24 sur internet.
Votre garantie délai
Si votre question demande une recherche technique plus détaillée, nous vous donnons ces informations par téléphone dans les 4 heures, les jours ouvrables. Si vous le souhaitez, nous pouvons aussi vous adresser une confirmation écrite dans les 8 jours.
- 4 Votre eau est contrôlée régulièrement**
Pour votre eau, nous nous engageons à effectuer régulièrement de nombreuses analyses de la qualité, en plus du contrôle réglementaire déjà fait par les services du Ministère de la Santé. Les résultats sont affichés dans votre mairie et la synthèse officielle vous est envoyée une fois par an. Vous pouvez aussi les obtenir par téléphone ou sur internet.
- 5 Votre facture est expliquée en détail**
Nous nous engageons à vous envoyer une facture présentant clairement ce que vous payez. Sur simple appel à Veolia Eau (numéro figurant au dos de ce dépliant), nous vous l'expliquons dans les moindres détails. Des explications sont aussi disponibles sur notre site internet.
Votre garantie délai
Réponse à un courrier concernant une question sur votre facture dans les 8 jours à compter de la date de réception de votre lettre.
- 6 Nous nous engageons contre l'exclusion**
Pour toute personne ayant des difficultés financières, nous nous engageons à éviter une coupure d'eau et à trouver des solutions avec les services sociaux de votre commune, dans le cadre du Fonds de Solidarité pour le Logement (soumis à certaines conditions).
- 7 Emménagez, votre eau est là**
Vous pouvez effectuer toutes vos démarches d'abonnement ou de réinstallation par téléphone (numéro figurant au dos de ce dépliant) sans avoir à vous déplacer. Dès votre arrivée dans un nouveau logement, nous nous engageons à vous alimenter rapidement en eau.
Votre garantie délai
Rétablissement de l'eau suite à un emménagement au plus tard le jour ouvré suivant votre appel.
- 8 Nous installons vos branchements**
Nous nous engageons à étudier et réaliser pour vous un nouveau branchement d'eau et d'assainissement, le cas échéant, lorsque vous construisez votre maison. Il vous suffit d'appeler Veolia Eau (numéro figurant au dos de ce dépliant).
Votre garantie délai
Envoi d'un devis d'installation d'un branchement : dans les 8 jours suivant le rendez-vous d'étude des lieux ou de réception de la demande de desserte en eau si nécessaire.
Réalisation des travaux de branchement : à la date qui vous convient ou au plus tard dans les 15 jours après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives et municipales.



Application de notre garantie Charte Service Client

En cas de non-respect de ces délais, nous vous offrons l'équivalent en euros de 10 000 litres d'eau, toutes taxes et redevances comprises (selon les tarifs en vigueur dans votre commune), avec un minimum de 23 euros. Les autres préjudices que vous auriez éventuellement subis seront indemnisés dans les conditions habituelles.

Pour la mise en eau immédiate et l'installation d'un branchement, la garantie d'engagement n'est pas applicable si votre intervention est repoussée hors des délais à la demande du client.

L'application de la garantie de service doit être demandée de bonne foi dans des conditions normales et équitables. Cette application ne peut être exigée lorsque son exécution est rendue impossible momentanément ou définitivement dans les cas suivants : cas de force majeure et circonstances assimilées, conditions climatiques difficiles (gel, inondation...), dégradation volontaire de nos installations et équipements, installations et équipements inaccessibles, absence d'un client au rendez-vous fixé, coupure d'eau par défaut de paiement, fourniture d'eau suspendue en cas d'intervention sur le réseau.

En cas de non-respect de la Charte, l'équivalent de 10 m³ d'eau est offert à l'abonné. Le nombre d'indemnités charte accordées en 2014 s'élevait à : 1

4.1.3. L'ACCES AUX SERVICES ESSENTIELS

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau.
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

→ Montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]

En 2014, ce montant s'élevait à 984 €

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret [P 109.0], en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	206	157	114	72	74

4.2. Les équipes et moyens au service du territoire

4.2.1. UNE ORGANISATION REACTIVE

Des moyens nationaux, régionaux et locaux sont mobilisés pour vous apporter toute leur expertise et garantir une haute performance de service dans le domaine de l'eau.

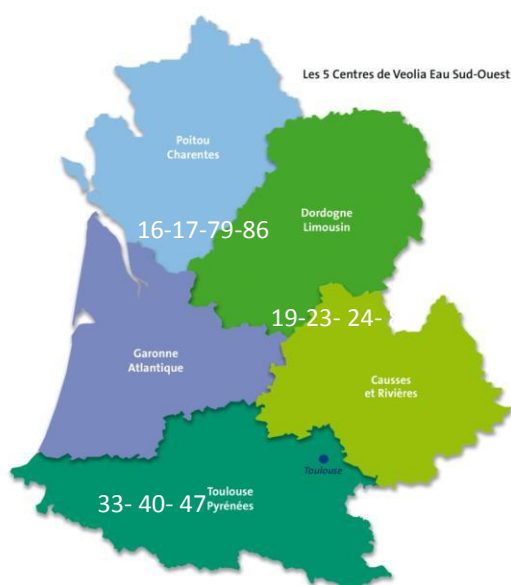
→ *Les fonctions support : des services experts*

Chaque Direction Régionale de Veolia dispose de services experts dans les domaines de :

- ◆ la clientèle
- ◆ la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation
- ◆ la qualité, la sécurité et l'environnement
- ◆ les ressources humaines et la formation
- ◆ la finance
- ◆ l'informatique technique et de gestion
- ◆ la communication
- ◆ la veille juridique et réglementaire.

Garante de la bonne exécution des contrats de gestion déléguée, la Direction Régionale, en lien avec la Direction Nationale, détermine les orientations et les objectifs de performance durable tout en améliorant la qualité du service.

VEOLIA EAU REGION SUD-OUEST – ANNEE 2014



**Veolia Eau Région Sud-Ouest,
1 397 collaborateurs répartis sur 20 départements,
5 centres d'exploitation.**

Veolia Eau - Direction Régionale Sud-Ouest
ZAC de la Plaine
22, avenue Marcel Dassault – BP 25873
31 506 TOULOUSE cedex 5
☎ : 05 61 34 77 77 – fax : 05 61 34 78 78

En 2014, la région Sud-Ouest est organisée ainsi :

- ◆ 5 centres d'exploitation (Dordogne-Limousin, Toulouse-Pyrénées, Garonne Atlantique, Poitou-Charentes, Causses et Rivières) assurent l'ensemble des tâches techniques d'exploitation (conduite et entretien des ouvrages, permanence et qualité du service) ainsi que les travaux et l'accueil clientèle.
- ◆ des services de la Direction Régionale, basés à Toulouse, animent toute l'activité régionale. Ils sont impliqués en permanence dans le soutien aux exploitations dans tous les domaines transversaux (Technique, Développement, Administrative et Financière, Communication, Exploitation, Ressources Humaines, Clientèle), en lien avec les équipes du Siège de Veolia Eau et du Groupe Veolia Environnement.

L'un de ces services joue un rôle essentiel dans notre activité : le service client, dédié aux échanges, questions / réponses des clients.

LE CENTRE SERVICE CLIENTS



50 postes de travail avec des Conseillers Clientèle, disponibles **du lundi au vendredi de 8 h à 19 h, le samedi de 9 h à 12 h et pour les urgences : 7j/7 – 24h/24.**



LE RESPECT DES DELAIS ANNONCES.

La Charte Service Clients de Veolia Eau offre des garanties de service.

- ◆ Les urgences n'attendent pas : Veolia Eau répond 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux urgences techniques, avec intervention rapide d'un technicien (2 heures en zone urbaine, 4 heures en zone rurale),
- ◆ Le respect des rendez-vous, dans une plage de deux heures maximum.
- ◆ Des réponses immédiates aux questions (au maximum dans les 24 heures après appel).
- ◆ Un contrôle régulier de l'eau, en complément de celui réalisé par les services du Ministère de la Santé.
- ◆ L'installation rapide des branchements : envoi d'un devis sous huit jours après étude sur les lieux, réalisation des travaux dans les 15 jours après obtention des autorisations et acceptation du devis.



NOS SERVICES COMPLEMENTAIRES

Le Système d'Alerte Téléphonique (SAT) de crise

En complément de son dispositif de gestion de crise, Veolia Eau met au service des collectivités son système d'alerte téléphonique 24h/24h pour :

- **alerter** en début de crise les consommateurs des restrictions ou de la défaillance de l'alimentation en eau potable, et diffuser les précautions à prendre ;
- **informer** la population d'une filière alternative d'alimentation en eau potable retenue (bonbonnes, citernes, bouteilles d'eau minérale) et sur la gestion de crise ;
- **annoncer le retour à la normale.**

Grâce à une capacité allant de 10 000 jusqu'à 100 000 appels en 2 heures, le système permet d'informer les clients des collectivités de toute taille dans des délais très courts (250 000 habitants contactés en deux heures).

Le site internet : une navigation simple et rapide

Sur notre site, les abonnés disposent d'un espace personnalisé. Nous leur offrons ainsi la possibilité de gérer leur compte en ligne et ils peuvent accéder à des rubriques d'informations sur leur service d'eau. La navigation est simple et intuitive, grâce à l'organisation de rubriques explicites.



The screenshot shows the Veolia Eau website interface. At the top, there is a login section with fields for 'Identifiant' and 'mot de passe oublié', and a 'CRÉER ESPACE CLIENT' button. Below this, there are navigation tabs: 'Vos démarches en ligne', 'Conseils pratiques', 'L'eau dans votre ville', and 'Une question ?'. The main content area features several service icons: 'J'emménage, je m'abonne ici', 'Je paye mes factures', 'Je transmets le relevé de mon compteur', and 'Je quitte mon logement'. There is also a section for 'L'eau dans votre ville' with a search bar for 'Votre code postal ou votre commune' and an 'Actualités' section with a news item about a hearing on March 13, 2014. To the right of the website screenshot is a smartphone displaying the mobile app interface. Below the website screenshot is a small graphic with the text '« L'eau chez vous » le service mobile de l'eau par Veolia Eau'.

« Service.Client » : les services de l'eau accessibles partout et à toute heure depuis un mobile

Veolia Eau est le premier opérateur de service d'eau français à proposer une application mobile permettant de réaliser des transactions, disponible sur les Smartphones (Android et Apple). Avec le « Service.Client », chaque usager peut accéder directement 24h/24, et ce quel que soit l'endroit, aux principaux services de Veolia Eau disponibles sur le site www.veoliaeau.fr, directement depuis son mobile.

L'abonné peut consulter son espace client, renseigner son index de consommation, régler sa facture, gérer son abonnement, s'informer sur d'éventuels travaux ou perturbations sur les réseaux...

Les serveurs vocaux interactifs disponibles en permanence

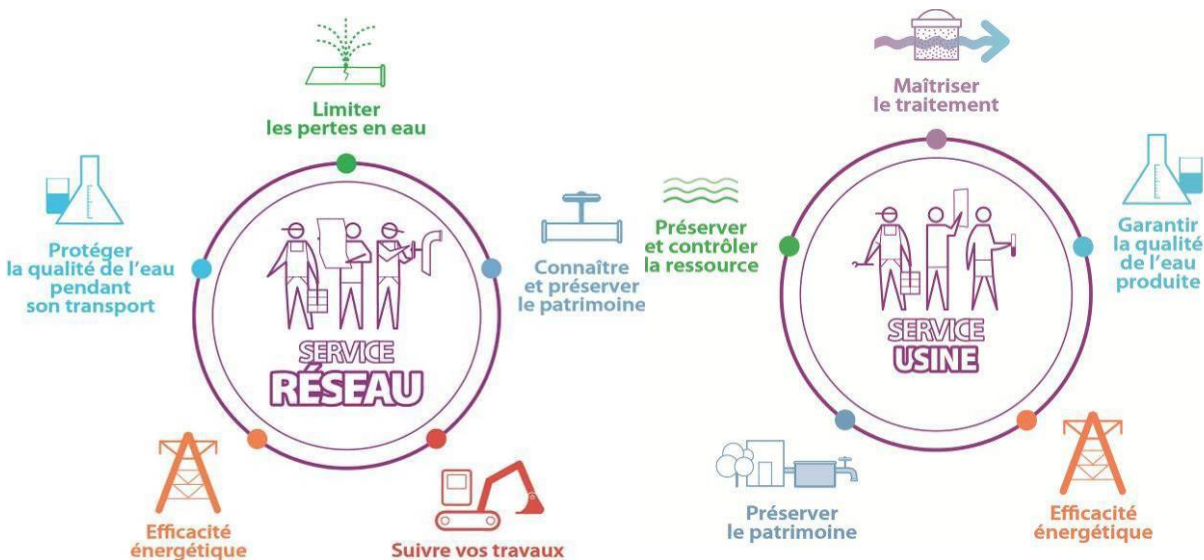
Outre la possibilité de communiquer son index par Internet, Veolia Eau met aussi un Serveur Vocal Interactif (SVI). Les abonnés peuvent déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 810 003 385** (appel éventuellement surtaxé par l'opérateur téléphonique). Ces services sont disponibles 24h/24, 365 jours par an.

→ *L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain*

En 2012, Veolia a développé une nouvelle vision métier en organisant ses compétences au plus près du terrain.

Deux filières métiers ont été créées :

- une filière dédiée à la clientèle
- une filière exploitation structurée autour de services réseaux et usines, eau et assainissement,



Afin de renforcer la proximité avec vos équipes, un Responsable de Contrat permet à votre Collectivité de disposer d'un interlocuteur dédié. Il répondra à toutes vos questions et est garant de la qualité de notre reporting.

Présentation des équipes intervenant sur votre contrat :

LE CENTRE POITOU-CHARENTES



NOTRE CENTRE



Pierre **CLAVAL**
Directeur du Centre



Centre Poitou-Charentes
6, rue Palissy
17100 SAINTES

Tél : 05 46 98 32 17 – Fax : 05 46 98 32 18

- 📍 Basé à Saintes et placé sous la responsabilité de Pierre **CLAVAL**, notre centre assure quotidiennement le service délégué qu'il s'agisse d'exploitation d'ouvrages, d'entretien et de travaux sur le réseau et chez le consommateur.
- 📍 Pour concevoir, réaliser et optimiser l'exploitation de ces ouvrages, nous nous appuyons sur les compétences de 140 personnes quotidiennement au service des clients.

L'organisation du centre s'articule autour de son siège de la façon suivante:

- Une direction de l'Exploitation
- Une direction du Développement
- Un Responsable Administratif & Financier
- Un Responsable Ressources Humaines
- Un Responsable Clientèle
- Un Service Poitou
- Un Service Charentes

Chaque service comporte plusieurs **Unités Opérationnelles** définis par zone et / ou fonction et auxquelles sont affectées des équipes.

Une équipe Clientèle est chargée de l'accueil local des consommateurs et du traitement des demandes complexes.

Nos points d'accueil basés sur les départements de Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et de la Vienne sont les suivants :

- 📍 ZI n°4 Saint Porchaire – **Bressuire**
- 📍 9, ave Louis Doignon – **Chef-Boutonne**
- 📍 ZI de la gare - **Ruffec**
- 📍 Rue Notre-Dame - **Royan**
- 📍 6 rue Palissy - **Saintes**
- 📍 15 rue Jean Bart – **Cognac**
- 📍 ZAC Les Montagnes – **Champniers**
- 📍 ZI Peuron - **Chauvigny**

→ L'organisation de l'astreinte

Le service d'astreinte peut être mobilisé sur simple appel au Centre d'appel.



Le numéro de l'astreinte sur votre territoire est : 05 61 80 09 02.

A ce numéro, 7 jours/7 et 24h/24, un interlocuteur est à votre disposition pour prendre en charge toute demande d'intervention ou pour vous renseigner sur la nature et la localisation des incidents en cours de traitement sur votre commune.

4.2.2. DES MOYENS GARANTS DE LA PERFORMANCE

→ Les outils informatiques d'exploitation :

Nous utilisons des applications informatiques adaptées à nos besoins, pour l'ensemble de nos tâches d'exploitation :

- La gestion patrimoniale des usines
- La maintenance des équipements électromécaniques
- Le Système d'Information Géographique (SIG)
- La télésurveillance et la télégestion des installations
- Le suivi de la qualité de l'eau
- La planification et le suivi des interventions terrain
- La gestion clientèle

→ Les bureaux mobiles :

Les techniciens de terrain disposent de Smartphones, tablettes graphiques ou Netbook (mini ordinateurs portables).

Sur ces « bureaux mobiles », ils peuvent :

- Accéder à des informations techniques, à leur planning d'intervention ou encore à la procédure de maintenance d'un équipement,
- Etre alertés d'un dysfonctionnement, notamment par notre application de télésurveillance
- Agir à distance, par exemple, en modifiant la consigne d'un équipement télégéré (ouverture d'une vanne, régulation du débit d'une pompe...)
- Alimenter à tout moment et en tout lieu nos applications informatiques. Ils saisissent directement un rapport d'intervention, signalent un dysfonctionnement non urgent nécessitant une action corrective.

Ces outils renforcent leur réactivité. Ils facilitent les opérations de maintenance et le reporting.

4.2.3. LA CERTIFICATION DU SERVICE

Pour la région Sud-Ouest, l'ensemble des activités de VEOLIA Eau est certifié ISO 9001, ISO 14001 et ISO 18001.



4.3. L’empreinte environnementale

Le développement d’outils adaptés permet d’évaluer de manière pertinente l’empreinte carbone et l’empreinte eau des services publics de l’eau. Chaque évaluation donne lieu à un plan d’actions visant à limiter les impacts et à réduire l’empreinte du service.

Veolia s’est également engagée dans la cotation développement durable de certains services publics d’eau et d’assainissement afin de mesurer l’efficacité de ses actions au regard d’une performance globale. La direction technique et performance consolide l’ensemble des Reporting et peut si la collectivité le souhaite calculer des indicateurs spécifiques tels que le Water Impact Index.

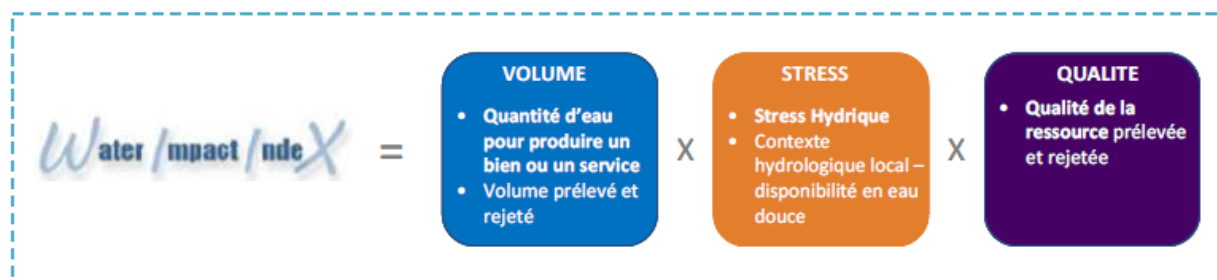


Le Water Impact Index

Le WIIX (Water Impact IndeX) est l’indicateur d’empreinte eau que nous avons développé pour évaluer l’impact de nos activités sur la ressource « eau ». Le WIIX prend en compte l’ensemble des prélèvements et des rejets d’eau directs et indirects dans le milieu naturel.

Il permet d’évaluer l’impact d’une activité sur la disponibilité des ressources en eau. Le Water Impact IndeX prend en compte la quantité d’eau utilisée et également sa qualité et le stress hydrique local.

Compatible avec la norme ISO 14046, le WIIX permet d’identifier si l’empreinte eau est générée directement par le service ou si elle se situe en amont (énergie et réactifs consommés) ou en aval (traitement des déchets)



4.3.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU

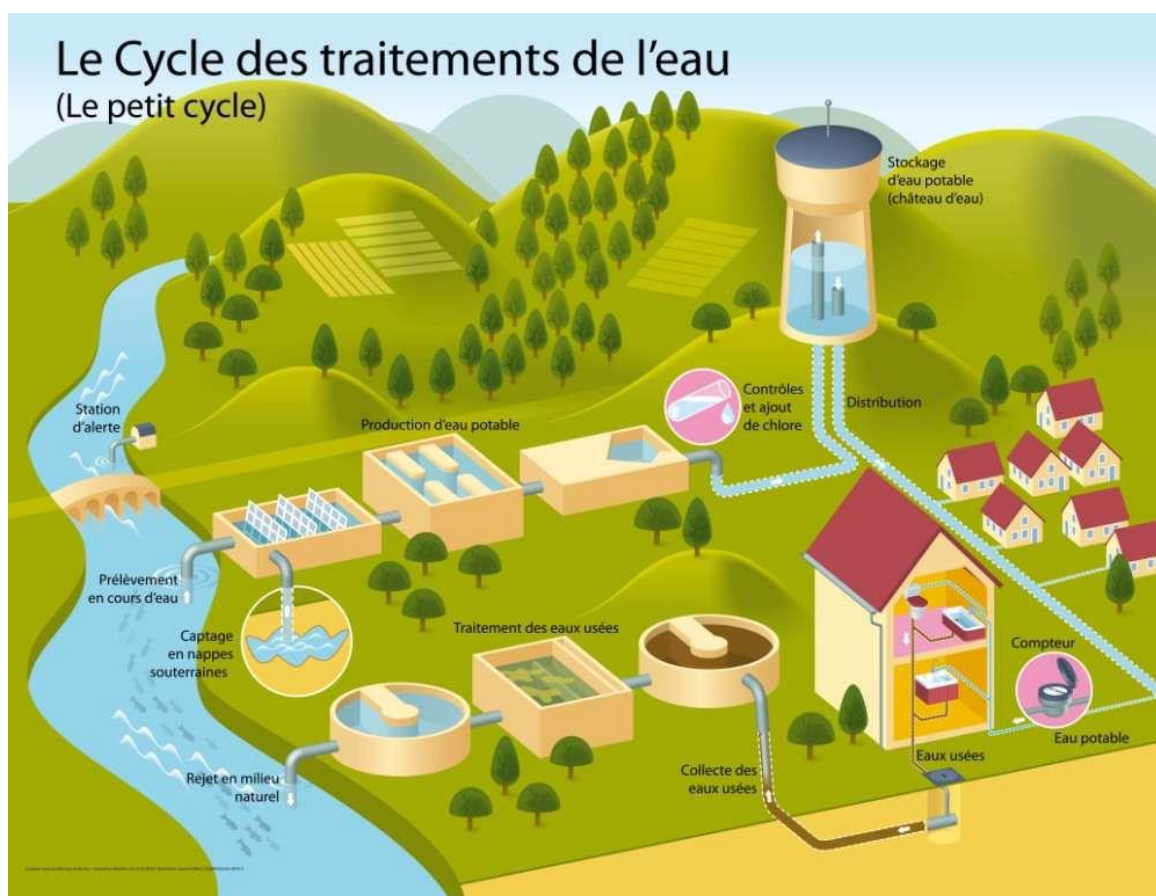


La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la protection de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d’eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter sa contamination par des pollutions accidentelles ou diffuses. L’indice d’avancement de la démarche de protection de la ressource du service [P108.3] permet d’évaluer ce processus.

	2010	2011	2012	2013	2014
Indice d’avancement de la démarche de protection de la ressource	60 %	60 %	60 %	60 %	60 %

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d’avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2010	2011	2012	2013	2014
ARCES				60 %	60 %
CHAUVIGNAC	60 %	60 %	60 %	60 %	60 %
LA BOURGEOISIE 1	60 %	60 %	60 %	60 %	60 %
MARCHE DE GROS	60 %	60 %	60 %	60 %	60 %
ST PIERRE	60 %	60 %	60 %	60 %	60 %



4.3.2. L'ÉNERGIE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en oeuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

→ Bilan énergétique du patrimoine

	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 931 385	3 937 933	2 174 613	2 581 687	2 394 157	-7,3%
Installation de reprise	36 304	26 373	28 265	25 049	30 786	22,9%
Installation de production	1 895 081	3 911 560	2 146 348	2 556 638	2 363 371	-7,6%

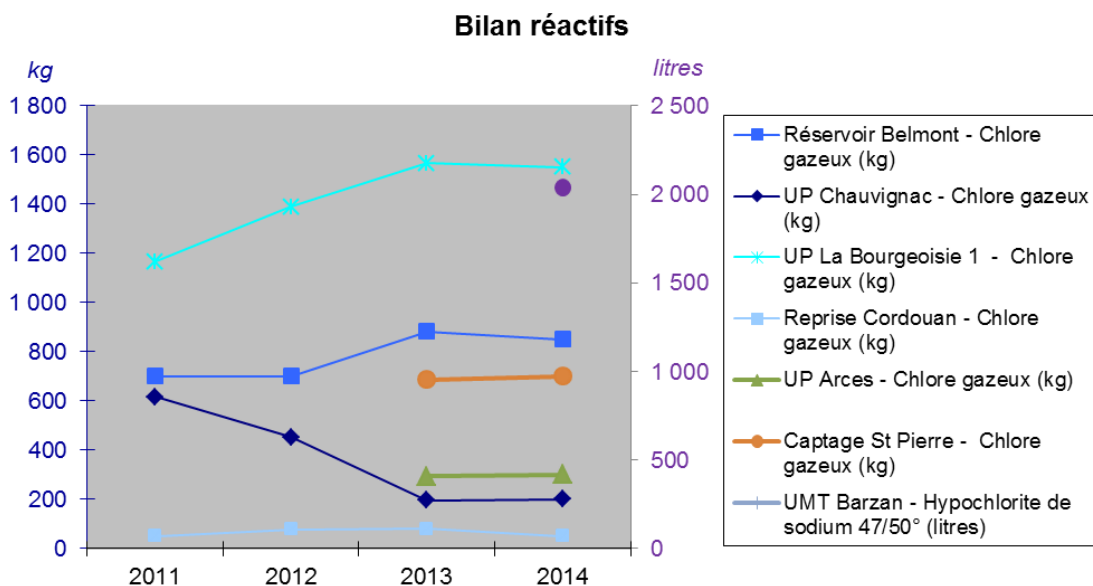
Le tableau détaillé du bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe 6.2

4.3.3. LES REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- Assurer une eau de qualité satisfaisante
- Réduire les quantités de réactifs à utiliser

→ *La consommation de réactifs*



4.3.4. LA VALORISATION DES DECHETS LIES AU SERVICE



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

4.4. Veolia, acteur économique et social du territoire

4.4.1. LA FORMATION ET LA SECURITE DES PERSONNES

La formation et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences est au centre de la politique des ressources humaines.

Veolia est ainsi la seule entreprise de services en France à disposer de Campus dédiés aux métiers de l'environnement. Chaque année, ces Campus dispensent plus de 210 000 heures de formation aux salariés de l'entreprise.

En matière de sécurité, chaque salarié dispose des équipements de protection individuelle nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Des actions de sensibilisation sont menées dans toutes les unités opérationnelles pour promouvoir un comportement de sécurité au travail. L'évaluation annuelle des managers du Groupe intègre les résultats de l'entité dont ils ont la responsabilité.

4.4.2. LES RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

Une implication forte dans les territoires d'intervention est essentielle. Cela se traduit dans votre collectivité par l'implication des équipes de la direction locale afin de :

- Mettre en place des actions favorisant l'emploi local,
- Participer à la vie associative
- Soutenir financièrement, ou par le biais de mécénat de compétences, des actions dynamisant la vie locale.

Ces actions s'inscrivent en complément des projets soutenus par la Fondation Veolia.



Veolia Force

La Fondation Veolia consacre chaque année des moyens importants au soutien de projets d'intérêt général porteurs de développement local, partout dans le monde.

Elle œuvre notamment en faveur de l'insertion professionnelle des plus démunis et des plus vulnérables, en soutenant des initiatives sociales locales parrainées par des collaborateurs du Groupe.

Sur la base du volontariat, 500 de nos collaborateurs interviennent partout dans le monde après une catastrophe, pour améliorer les conditions de vie des plus démunis ou encore pour apporter une aide d'urgence aux populations exposées à des crises majeures.



5.

LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2005-236 du 14 mars 2005, codifié à l'article R 1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

LIBELLE	2013	2014	Ecart
PRODUITS	3 251 954	3 370 774	3,65 %
Exploitation du service	1 524 562	1 509 924	
Collectivités et autres organismes publics	1 473 414	1 628 407	
Travaux attribués à titre exclusif	156 886	130 758	
Produits accessoires	97 092	101 685	
CHARGES	3 405 205	3 657 213	7,40 %
Personnel	623 284	694 853	
Energie électrique	236 710	246 260	
Produits de traitement	8 430	9 613	
Analyses	33 166	52 108	
Sous-traitance, matières et fournitures	219 513	224 542	
Impôts locaux et taxes	62 983	16 958	
Autres dépenses d'exploitation			
	<i>Télécommunication, poste et télégestion</i>	60 607	52 807
	<i>Engins et véhicules</i>	100 049	53 089
	<i>Informatique</i>	48 934	58 145
	<i>Assurances</i>	82 219	6 042
	<i>Locaux</i>	63 415	58 547
	<i>Autres</i>	-190 990	-68 296
Redevances contractuelles	800	5 048	
Contribution des services centraux et recherche	68 842	106 265	
Collectivités et autres organismes publics	1 473 414	1 628 407	
Charges relatives aux renouvellements			
	<i>Pour garantie de continuité du service</i>	58 027	43 335
	<i>Fonds contractuel (Renouvellements)</i>	413 024	413 443
Charges relatives aux investissements			
	<i>Programme contractuel (Investissements)</i>	34 414	44 108
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	8 364	11 939	
RESULTAT AVANT IMPOT	-153 251	-286 439	NS
RESULTAT	-153 251	-286 439	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

Référence: YT170

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Référence: YT170

LIBELLE	2013	2014	Ecart
Recettes liées à la facturation du service dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations) dont variation de la part estimée sur consommations	1 524 562 1 423 968 100 594	1 509 924 1 494 549 15 375	-0,96 %
Exploitation du service	1 524 562	1 509 924	-0,96 %
Produits : part de la collectivité contractante dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations) dont variation de la part estimée sur consommations	788 008 794 156 -6 147	907 417 889 335 18 082	15,15 %
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau) dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations) dont variation de la part estimée sur consommations	284 769 248 126 36 643	270 303 264 931 5 372	-5,08 %
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau) dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations) dont variation de la part estimée sur consommations	400 637 402 980 -2 343	450 687 438 049 12 638	12,49 %
Collectivités et autres organismes publics	1 473 414	1 628 407	10,52 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	156 886	130 758	-16,65 %
Produits accessoires	97 092	101 685	4,73 %

5.2. Le patrimoine du service

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

Au cours de l'exercice écoulé, aucune opération de cette nature n'est intervenue dans le cadre du contrat.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens propres de la Société y figurant sont ceux, conformément au décret n° 2005-236 du 14 mars 2005, expressément désignés au contrat comme biens de reprise.

Cet inventaire est détaillé au chapitre 3 « Le patrimoine de votre service » dans la partie 3.1.

→ *Situation des biens*

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

La situation des biens détaillée se trouve dans le présent rapport, au chapitre 3.3 « Les recommandations de Veolia sur les évolutions à prévoir ».

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Un programme contractuel d'investissements de premier établissement a été défini au contrat.

La synthèse de ce programme est présentée dans le tableau ci-dessous :

Nature des biens	2014
Géoréférencement	7 959,00 €

→ Programme contractuel de renouvellement

Compte de renouvellement

	2010	2011	2012	2013	2014
K	1,000000	1,030068	1,066399	1,090834	1,091942
Dotation x K	378 631,00	390 015,68	403 771,72	413 023,57	413 443,09
Report solde n-1 x taux	0,00	136 151,96	-118 270,45	-143 437,43	-1 377 053,94
Taux légal décembre n-1		0,65%	0,38%	0,71%	0,04%
Dépenses n	243 358,31	643 990,36	427 927,47	1 646 089,48	442 380,36
Solde n	135 272,69	-117 822,72	-142 426,20	-1 376 503,34	-1 405 991,21

Détail des dépenses :

Nature des biens	2014
La Bourgeoisie – Sonde forage	2 244,88 €
La Bourgeoisie – Ballon anti-bélier (vessie+accessoires)	14 709,45 €
La Bourgeoisie – Sonde conductimètre	1 491,83 €
La Bourgeoisie – Pompe lavage recirculation	5 834,74 €
Chauvignac – Transmetteur SC200	2 845,39 €
St Pierre – Sonde forage	1 915,11 €
Réservoir de Belmont – Inverseur chlore	1 824,33 €
Réservoir de Belmont – Pompe reprise n°3	8 081,31 €
Réservoir de St Pierre – Capteur pression	1 569,64 €
Vanne réseau	258,67 €
Branchements	291 162,81 €
Compteurs	110 442,20 €

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter sommairement les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA2 : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont, sauf stipulations spécifiques, remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006

Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ◆ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ◆ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour baliser les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ◆ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ◆ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " VEOLIA EAU - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

Comptes entre employeurs successifs

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférentes) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



6.

ANNEXES

6.1. La facture 120 m³

ROYAN	m ³	Prix au 01/01/2015	Montant au 01/01/2014	Montant au 01/01/2015	N/N-1
Production et distribution de l'eau			125,84	136,36	8,36%
Part délégataire			62,16	67,22	8,14%
Abonnement			32,92	33,16	0,73%
Consommation	120	0,2838	29,24	34,06	16,48%
Part communale				33,60	
Consommation	120	0,2800		33,60	
Part syndicale			54,48	25,68	-52,86%
Abonnement			25,68	25,68	0,00%
Consommation	120	0,0000	28,80		
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0822	9,20	9,86	7,17%
Organismes publics et TVA			45,53	46,75	2,68%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3100	36,60	37,20	1,64%
TVA			8,93	9,55	6,94%
TOTAL € TTC			171,37	183,11	6,85%

6.2. Le bilan énergétique détaillé du patrimoine

Installation de production

ARCES(Désinfection seule)	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)				330 826	261 796	-20,9%
Energie facturée consommée (kWh)				330 826	209 321	-36,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)				1 542	647	-58,0%
Volume produit refoulé (m3)				214 608	404 710	88,6%
CHAUVIGNAC(Désinfection seule)	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	311 886	1 848 302	300 207	133 268	211 492	58,7%
Energie facturée consommée (kWh)	311 886	405 288	300 207	133 268	211 723	58,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	288	1 521	332	400	392	-2,0%
Volume produit refoulé (m3)	1 083 873	1 215 187	904 527	333 383	538 980	61,7%
LA BOURGEOISIE 1(Désinfection seule)	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	990 033	748 501	908 999	1 017 510	929 038	-8,7%
Energie facturée consommée (kWh)	990 033	763 785	908 999	1 033 941	959 988	-7,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	356	337	327	342	368	7,6%
Volume produit refoulé (m3)	2 781 272	2 218 137	2 781 162	2 971 523	2 527 706	-14,9%
MARCHE DE GROS(Désinfection seule)	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	177 643	591 781	432 914	475 984	240 612	-49,4%
Energie facturée consommée (kWh)	177 643	586 194	432 914	488 512	455 005	-6,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	1 031	1 102	1 184	978	532	-45,6%
Volume produit refoulé (m3)	172 242	537 083	365 564	486 471	452 273	-7,0%
ST PIERRE(Désinfection seule)	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	415 519	722 976	504 228	599 050	720 433	20,3%
Energie facturée consommée (kWh)	415 519	526 487	504 228	599 050	713 949	19,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	488	1 074	656	764	785	2,7%
Volume produit refoulé (m3)	850 663	673 320	769 152	784 454	917 451	17,0%

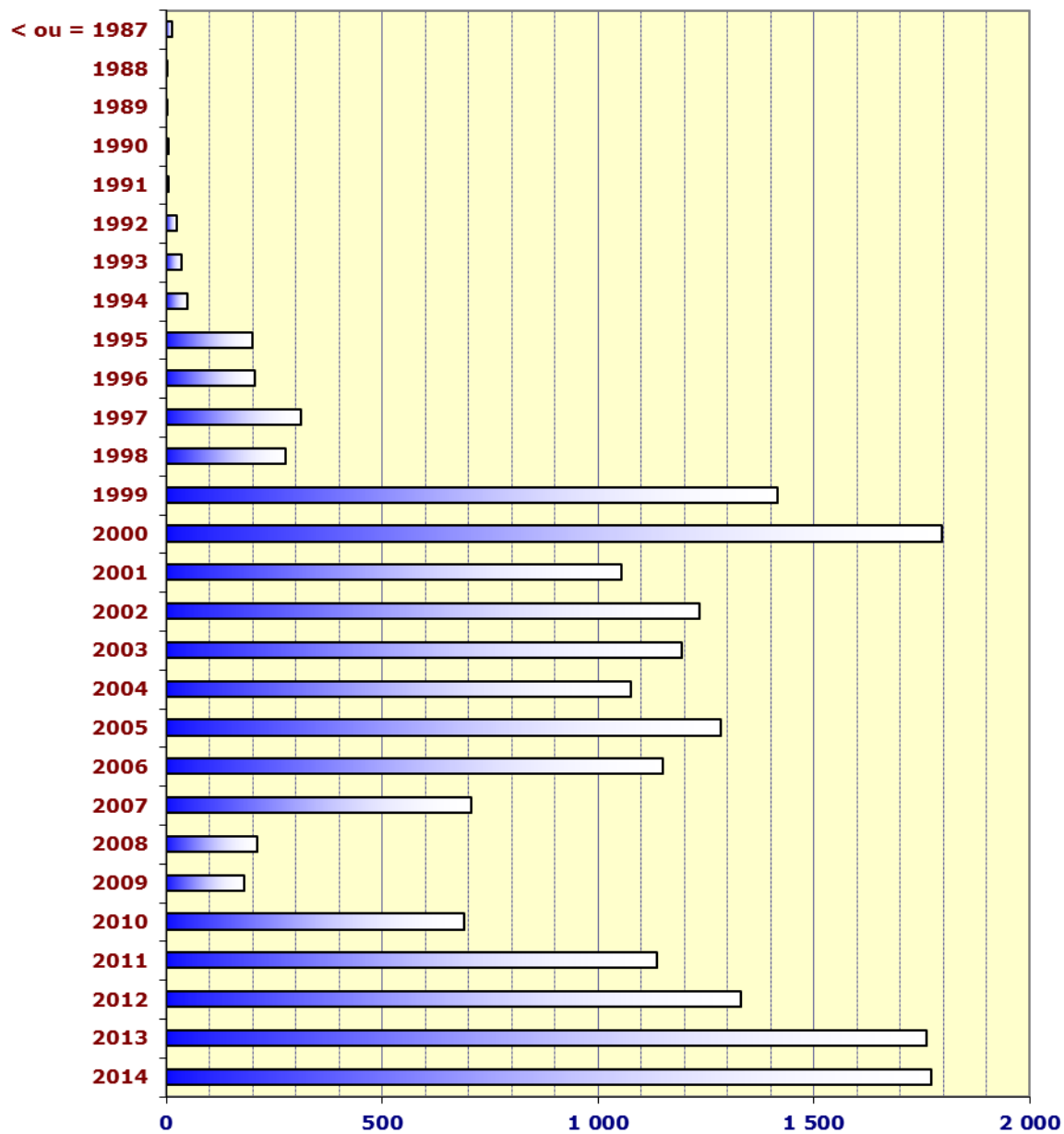
Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

REPRISE BELMONT	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)		116 183	137 152	114 588	127 165	11,0%
REPRISE CORDOUAN	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	36 304	26 373	28 265	25 049	30 786	22,9%
Energie facturée consommée (kWh)	36 304	26 373	28 265	25 049	30 786	22,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	218	195	183	209	219	4,8%
Volume pompé (m3)	166 646	135 160	154 541	120 052	140 303	16,9%
SURPRESSION ST PIERRE	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Volume pompé (m3)	122 550	145 000	127 500	292 516	187 907	-35,8%

Réservoir ou château d'eau

RESERVOIR DE ST PIERRE	2010	2011	2012	2013	2014	N/N-1
Energie facturée consommée (kWh)		526 487	0	0	0	0%

6.3. Pyramide du parc compteurs classés par année de fabrication



L'âge moyen du parc compteurs est de **8,2** années

6.4. Annexes financières

→ *Le compte conventionnel*

Compte Exploitation Prévisionnel (année médiane 2015)	Compte Exploitation Prévisionnel actualisé (K=1,091942)	Compte conventionnel 2014
---	---	------------------------------

RECETTES	1 478 056	1 613 951	1 742 367
PRIME FIXE	642 825	701 928	680 798
PART PROPORTIONNELLE	369 477	403 447	829 126
VEG	383 744	419 026	-
PRODUITS TRAVAUX EXCLUSIFS	60 000	65 517	130 758
PRODUITS ACCESSOIRES	22 010	24 034	101 685
DEPENSES	1 448 875	1 582 088	1 867 077
ACHATS D'EAU	-	-	-
ELECTRICITE	101 191	110 495	246 260
PRODUITS DE TRAITEMENT	31 572	34 475	52 948
ANALYSES	32 600	35 597	52 108
SOUS-TRAITANCE, MATIERES&DIVERS, ENTRETIEN ET REPARATIONS, FOURNITURES DE BUREAU	95 945	104 766	127 619
LOCATION BUREAUX	29 000	31 666	58 547
ASSURANCES	13 500	14 741	8 334
INFORMATIQUE	129 763	141 694	94 254
TRANSPORT ET VEHICULES	35 356	38 607	48 276
TELECOMMUNICATIONS, POSTE	15 000	16 379	43 632
CHARGES FINANCIERES	-	-	-
IMPOTS LOCAUX ET TAXES	65 001	70 977	16 958
PERSONNEL	386 873	422 443	534 837
PRESTATIONS ACCESSOIRES	23 733	25 915	48 624
CHARGES TTE	68 741	75 061	109 379
CHARGES AFFECTEES AUX TRAVAUX	-	-	87 522
SOUS-TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 028 275	1 122 817	1 354 253
CHARGES DE STRUCTURE	41 969	45 828	55 274
DOTATION DE RENOUVELLEMENT	378 631	413 443	413 443
AMORTISSEMENT DES INVESTISSEMENTS	-	-	44 108
RESULTAT	29 181	31 864	- 124 710

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

| Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2014 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

| Organisation de la Société au sein de la Région

L'organisation de la Société Royan Eau et Environnement au sein de la Région Sud Ouest de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

En outre, pour faire face aux nouveaux défis auxquels se trouvent confrontés ses métiers, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Royan Eau et Environnement a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés avec la mise en place de pôles régionaux.

Dans ce contexte, au sein de la Région Sud Ouest de Veolia Eau, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE régional un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, bureau d'étude technique, service achats...).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE régional, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la direction régionale, du centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, et conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés de la Région, la Société facture au GIE régional le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE régional lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

| Faits Marquants

Dans le contexte très évolutif dans lequel s'inscrit son activité et qui est marqué par des attentes renforcées des clients, Veolia Eau a décidé de mettre en œuvre à compter de 2015 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur.

Cette nouvelle organisation, qui s'articule autour de 22 centres régionaux aux moyens renforcés, s'est mise en place à compter du 1^{er} janvier 2015. Les CARE établis au titre de 2014 s'inscrivent par conséquent dans le même cadre que ceux de l'année précédente.

En revanche, la mise en place de cette nouvelle organisation a engendré dès l'année 2014 des coûts de restructuration - par nature exceptionnels - qui ont été répartis selon le critère de la Valeur Ajoutée entre les contrats de la Société.

6.4.1. PRODUITS

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement [de gaz], ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente, en appréciant grâce aux données de gestion les volumes livrés aux consommateurs et non encore relevés à la clôture de l'exercice. Le cas échéant, les écarts d'estimation sont régularisés dans le chiffre d'affaires de l'année suivante.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

6.4.2. CHARGES

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- ◆ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1);
- ◆ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

6.4.2.1. CHARGES EXCLUSIVEMENT IMPUTABLES AU CONTRAT

Ces charges comprennent :

- ◆ les dépenses courantes d'exploitation,
- ◆ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement. Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ◆ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ◆ Les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de certains impôts locaux, etc.

A noter toutefois que l'année 2010 a vu l'entrée en vigueur de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est venue, avec la Contribution Foncière des Entreprises, se substituer à la Taxe Professionnelle. Alors que cette dernière était largement assise sur les installations et immobilisations attachées aux contrats (et alors imputée directement sur ceux-ci), la CVAE est calculée globalement au niveau de l'entreprise. A ce titre, elle a un caractère de charge indirecte et est répartie en application des modalités décrites au paragraphe § 2.2 (Charges réparties). La CFE est quant à elle imputée directement au contrat ou à un niveau supérieur (et alors répartie en tant charge indirecte) selon le périmètre de l'assiette.

Par ailleurs, il est précisé à nouveau que d'éventuels rappels de Taxe Professionnelle dus à l'issue d'un redressement (fonction des délais de reprise dont dispose l'administration même si cet impôt a été remplacé par la CET en 2010) avaient été portés dans les CARE de l'année 2013, exercice au cours duquel ils ont été acquittés.

Enfin, le déploiement de nouveaux outils en 2014 a permis de renforcer la finesse d'imputation des dépenses de personnel opérationnel en facilitant l'imputation au contrat ou au chantier.

En cours d'année, ces imputations sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote part de frais de véhicule et de déplacement. En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition à la valeur ajoutée selon les modalités présentées au paragraphe § 2.2 .1 (Principe de répartition). Cette évolution n'a pas d'incidence sur la présentation des charges selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Conformément aux préconisations de la FP2E, les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ◆ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire);

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir notes 4 et 5 ci après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ◆ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- ◆ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat (voir note 5 ci après) puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- ◆ avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2014 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contributions sociale et exceptionnelle additionnelles (représentant au total jusqu'à 4,67 points d'impôt) applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

6.4.2.2. CHARGES RÉPARTIES

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein d'un GIE régional.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, directions régionales, centres, services, unités opérationnelles (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE régional à un niveau bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau. La valeur ajoutée utilisée est celle disponible à la date de refacturation.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après facturation des prestations du GIE régional) selon le critère de la valeur ajoutée de l'exercice. Ce critère unique de répartition s'applique à chaque niveau, jusqu'au contrat qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici comme la différence entre le volume d'activité (produits) et la valeur des consommations intermédiaires (charges d'exploitation – hors frais de personnel). Le calcul permettant de déterminer le montant de la valeur ajoutée s'effectue en « cascade », ce qui permet d'en déterminer le montant à chaque niveau organisationnel. Il est donc déterminé la valeur ajoutée de chaque région, de chaque centre ; pour les services, les unités opérationnelles (et regroupements de contrats le cas échéant) on détermine la valeur ajoutée des différents périmètres géographiques couverts par ces entités ; il est également déterminé la valeur ajoutée de chaque contrat.

Par ailleurs, lorsque la valeur ajoutée d'un contrat est négative ou nulle, un calcul spécifique est effectué visant à affecter à ce contrat une quote-part de frais répartis au moins égale à 5 % de son chiffre d'affaires hors travaux et hors produits des collectivités et autres organismes.

Les charges indirectes sont donc réparties, par ces imputations successives, sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Régions a été facturée à chaque GIE en fonction de la valeur ajoutée de la région concernée, à charge pour chaque GIE régional de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue par imputations successives, du niveau de la région jusqu'au contrat, au prorata de la valeur ajoutée.

6.4.2.3. AUTRES CHARGES

Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes).

Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2014 au titre de l'exercice 2013.

6.4.3. AUTRES INFORMATIONS

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE régional ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en soustraction.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2014 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2015.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire ;*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*
5. *concernés par l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 concernant les contrats de Délégation de Service Public dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement pour lesquels l'examen des clauses contractuelles prévu par l'Arrêt n'étaient pas encore finalisées au 31 12 2014 ou encore faisant l'objet d'une procédure judiciaire, la durée initiale du contrat a été maintenue.*

→ Avis des commissaires aux comptes

La Société a demandé à son Commissaire aux Comptes d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.5. Les nouveaux textes réglementaires

Certains textes présentés ci-dessous peuvent avoir un impact contractuel. Le directeur du contrat se tient à disposition pour assister la collectivité dans l'évaluation de leur impact local et la préparation en tant que de besoin des projets d'avenant.

6.5.1. GESTION DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

→ *Loi Mapam et GEMAPI*

Les articles 56 à 59 de la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 introduisent le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de l'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre. Cette disposition législative est désignée sous l'acronyme GEMAPI pour « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ».

La loi prévoit la possibilité pour les EPCI de confier ce bloc de compétences à un Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE), structure de maîtrise d'ouvrage créée ex-nihilo par la loi MAPAM, ou un Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) – syndicat de rivière, mixte ou ouvert.

Par ailleurs, pour l'exercice de cette compétence, la loi permet la mise en place d'une taxe plafonnée et affectée répartie « entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises. ».

La prise de compétence GEMAPI par les communes et/ou EPCI est prévue en principe au 1 janvier 2016. Les structures de type syndicat de rivière ou EPTB déjà existantes pourront continuer à exercer leur compétence jusqu'au 1 janvier 2018 (et au-delà en cas de confirmation du transfert de la compétence GEMAPI par l'ensemble des EPCI la constituant).

Ces articles de la loi MAPAM seront complétés par 4 décrets d'application durant l'année 2015.

→ *Marchés publics*¹

Ce décret s'inscrit dans le cadre de la transposition des deux directives européennes sur la passation des marchés publics (Directives 2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014).

Ce décret s'articule autour de trois mesures de simplification applicables aux marchés publics, à savoir :

- le plafonnement du chiffre d'affaires annuel minimal demandé aux candidats au double de la valeur estimée du marché,
- l'allègement du dossier de candidature,
- l'instauration du partenariat d'innovation : une nouvelle forme de marché qui permet au pouvoir adjudicateur d'acquérir sans remise en concurrence les fournitures, services ou travaux innovants qui résultent de la recherche et du développement menés spécifiquement pour le marché.

¹ Décret 2014-1097 du 26 septembre 2014.

→ *Lutte contre les retards de paiement*²

L'arrêté vise à réduire les retards de paiement à travers différentes dispositions notamment la nouvelle rédaction des articles 13.3 et 13.4 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux. De nouveaux délais sont fixés pour toutes les parties et des dispositions nouvelles sont introduites à l'article 13.4.4 en cas d'absence de production d'un décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais contractuels. Ces dispositions intègrent une procédure d'alerte du titulaire auprès du maître d'ouvrage.

→ *Travaux à proximité des réseaux*

La réglementation concernant les travaux à proximité des réseaux de transport et de distribution dite « DT-DICT » est entrée en application dans le courant des années 2012 et 2013.

Un décret du 17 juin 2014 et deux arrêtés du 18 et 19 juin 2014 ont modifié cette réglementation en y introduisant des ajustements.

Ces textes, complétés par un avis ministériel en date du 24 juin 2014, visent à simplifier le cadre réglementaire et sont entrés en application le 1er juillet 2014, à l'exception des délais de déclaration pour les réponses aux DICT, qui ne sera effective qu'à compter du 1er avril 2015. Ils traitent de cinq volets distincts :

- Les dispenses d'enregistrement ;
- Les précisions sur le caractère obligatoire des investigations complémentaires ;
- La dématérialisation des échanges ;
- Les travaux d'urgence ;
- Les redevances pour le financement du guichet unique ;

Enfin, l'arrêté du 12 août 2014, publié le 26 août 2014, fixe pour l'année 2014 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr.

→ *Amiante*

Entrée en vigueur au 1 juillet 2014 de différentes dispositions réglementaires visant à renforcer la prévention du risque « amiante ». Parmi l'ensemble des dispositions prévues, certaines portent sur :

- Le repérage exhaustif et le recensement des infrastructures et réseaux routiers dont les enrobés sont susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Le statut et la gestion des déchets contenant de l'amiante (enrobés et, le cas échéant, canalisations déposées, etc).

→ *Facturation électronique*³

L'ordonnance introduit l'obligation, à compter du 1^{er} janvier 2017, pour certaines entreprises titulaires de contrats de la commande publique de transmettre obligatoirement leurs factures par voie électronique. Selon la taille des entreprises, l'introduction de cette mesure s'échelonne dans le temps pour devenir obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1^{er} janvier 2020.

² Arrêté du 3 mars 2014 modifie l'arrêté du 8 septembre 2009.

³ Ordonnance no 2014-697 du 26 juin 2014.

→ *Principe « silence vaut acceptation »*⁴

Par la loi habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens, le législateur a entendu inverser le principe selon lequel le silence de l'administration valait implicitement refus. Cette loi a ainsi modifié l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et a amené l'ensemble des services ministériels à recenser leurs procédures d'autorisations, au total plus de 1200 procédures.

Le 1er novembre 2014, ont été publiés 42 décrets d'application qui tendent à préciser les exceptions et adaptations du nouveau principe « le silence de l'administration gardé pendant 2 mois vaut décision implicite d'acceptation ».

Ce nouveau principe entre en vigueur à compter :

- du 12 novembre 2014 pour l'Etat et ses établissements publics,
- du 12 novembre 2015 pour les collectivités territoriales et leurs établissements.

Il est assorti de conditions (forme et fond) et de nombreuses exceptions et, pour chaque procédure, il appartiendra à tout demandeur de vérifier au préalable dans des listes annexées à la loi ou aux décrets d'application si la demande adressée à l'administration est susceptible de faire naître une décision implicite d'accord ou une décision implicite de refus et dans quel délai (2 mois ou bien au-delà).

→ *Certificats d'Economie d'Energie*⁵

Le Décret 2014-1557 du 22/12/14 (publié au JO du 24 décembre 2014) définit les nouvelles modalités de mise en œuvre du dispositif de certificats d'économies d'énergie (CEE) pour la période couvrant les années 2015 à 2017.

→ *Eaux pluviales urbaines*

La loi de finances du 29 décembre 2014 supprime un certain nombre de taxes à faible rendement, notamment la taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines.

La loi crée un chapitre au Code général des collectivités territoriales, avec un article précisant que "la gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines" et pour lequel un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application.

⁴ Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013.

⁵ Décret 2014-1557 du 22/12/14.

6.5.2. SERVICE PUBLIC DE L'EAU

→ *Refonte du plan Vigipirate*

Le gouvernement a publié en janvier 2014 la refonte du plan Vigipirate. Le nouveau plan se décompose en deux grandes parties :

- un document public visant à informer la population des mesures de protection et de vigilance qui la concernent, et à mobiliser l'ensemble des acteurs du plan ;
- un document classifié, destiné aux pouvoirs publics et aux opérateurs d'importance vitale, comprenant toutes les précisions nécessaires à sa mise en oeuvre.

Ce nouveau plan vise les objectifs généraux suivants :

- Assurer en permanence une protection des citoyens, du territoire et des intérêts de la France contre la menace terroriste
- Développer et maintenir une culture de vigilance de l'ensemble des acteurs de la Nation afin de prévenir ou de déceler le plus en amont possible toute menace terroriste.
- Permettre une réaction rapide et coordonnée en cas de menace caractérisée ou d'action terroriste afin de renforcer la protection, de faciliter l'intervention, d'assurer la continuité des activités d'importance vitale, et donc de limiter les effets du terrorisme.

Parmi les 12 domaines d'activité couverts par ce nouveau plan, 6 portent à des degrés divers sur les secteurs de l'eau dont, plus spécifiquement, la protection des réseaux d'eau.

→ *Recouvrement des factures d'eau*

Le décret 2014- 274 du 27 février 2014 pris en application de la loi n°2013-312 du 15 avril 2013 dite « Loi Brottes » modifie l'article L 115-3 du code de l'action sociale et des familles en interdisant d'interrompre la fourniture de l'eau, en cas de factures impayées, dès lors qu'il s'agit d'une résidence principale , ce même en l'absence de difficultés économiques de l'abonné et pendant toute l'année.

→ *Consommation – loi Hamon*⁶

La loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation, dite loi « Hamon », et ses décrets d'application n°2014- 1061 et 2014-1081 des 17 et 24 septembre 2014 en rendant l'information précontractuelle ainsi que le droit de rétractation des consommateurs applicables aux services d'eau, impose diverses modifications dans les processus de souscription et de formalisation des contrats d'abonnements.

⁶ loi n°2014-344 du 17 mars 2014.

→ **Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement**

Suite à la publication des rapports nationaux des données du système d'information sur les services publics d'eau et d'assainissement (Sispea) pour les années 2010 et 2011, la ministre de l'Ecologie a adressé le 27 octobre une note aux services déconcentrés de l'Etat et établissements publics concernés par le Sispea qui permet d'alimenter l'observatoire proposé sur le site. La note rappelle que cet observatoire, qui met à la disposition du public les données relatives au prix et à la qualité du service d'eau et d'assainissement, est l'une des priorités de pour la politique de l'eau issue de la dernière conférence environnementale. Cette note fixe comme objectif d'atteindre au 31 décembre 2014, une représentation d'au moins 50% de la population et de 25% des services de chaque département, et ce pour chacune des compétences (eau potable, assainissement collectif, assainissement non collectif).

→ **Indicateurs de performance**

L'article 36 de la loi de finances rectificative 2014 (2014-1655) reporte d'un an l'échéance à laquelle les services d'eau et d'assainissement doivent disposer du descriptif détaillé, à savoir, le 31 décembre 2014 au lieu du 31 décembre 2013. Ce même article apporte des précisions sur les modalités de l'éventuel doublement de la redevance de prélèvement auquel les services d'eau ne satisfaisant aux critères de performance introduits dans le décret du 27 janvier 2012 pourraient être soumis.

6.5.3. EAU POTABLE ET QUALITE

→ **Elaboration des SDAGE 2016 – 2021**

Les SDAGE (Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux) constituent des outils essentiels pour l'atteinte du bon état prévu par la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE), car ils permettent de fixer les objectifs à atteindre et de planifier la gestion de l'eau.

Le processus d'élaboration des Sdage pour la période 2016-2021 s'est poursuivi tout au long l'année 2014. A ce titre, différents arrêtés 'techniques' et circulaires ont été publiés (Instruction du Gouvernement du 22 avril 2014 relative à la mise à jour des SDAGE et des programmes de mesures associés, arrêté du 18 décembre 2014 modifiant l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, ...).

Les SDAGE des sept bassins versants en France métropolitaine et des cinq en Outre-mer sont ouverts à la consultation publique depuis le 19 décembre 2014 et, ce, jusqu'au 18 juin 2015.

Par cohérence, cette consultation des SDAGE est conjointe avec celles concernant les Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour les eaux continentales et les programmes de mesures des Plans d'actions pour le milieu marin (PAMM).

Cette étape de consultation est la dernière avant l'adoption de l'ensemble de ces documents

→ **Zonages réglementaires**

Par une note datée du 21 août 2014, la ministre de l'Ecologie a demandé aux préfets coordonnateurs de bassin de procéder à la révision des zones sensibles à l'eutrophisation en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU).

Cette directive européenne impose aux Etats membres un traitement plus rigoureux des eaux usées urbaines qui sont rejetées dans les zones sensibles. Elle prévoit une révision de ces zones au minimum tous les quatre ans.

Les arrêtés définitifs seront publiés en juin 2015. Le cas échéant, chaque projet de révision des zones sensibles devra tenir compte des travaux déjà effectués au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) et de l'état des lieux des SDAGE.

De même, le ministère de l'écologie a initié une nouvelle révision des zones vulnérables au titre de la Directive Européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991, dite « Directive nitrates ».

Cette révision vise à l'atteinte des objectifs de bon état des eaux au titre de la directive cadre sur l'eau (DCE) sur les nombreuses masses d'eau souterraines, superficielles et littorales qui restent déclassées au motif d'une présence excessive de nitrates.

6.5.4. EAU POTABLE ET BIODIVERSITE – ENVIRONNEMENT

→ *Instruction du Ministère de la Santé du 18/12/13 (JO 18 janvier 2014)*

L'instruction DGS/EA4/2013/413 du 18 décembre 2013 réactualise les modalités d'application des articles R 1321-31 et suivants du code de la santé publique. Si après la mise en œuvre de mesures correctives la personne responsable de la distribution d'eau ne parvient pas à rétablir la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, elle doit déposer auprès du préfet une demande de dérogation sur la base des modalités d'application de l'arrêté du 25 novembre 2003 et une circulaire du 1er mars 2004. Cette instruction abroge et remplace la circulaire du 1er mars 2004. Elle précise les modalités de demande d'octroi de dérogations aux limites de qualité des eaux (types de dérogation, mise en œuvre du plan d'actions, renouvellement de la dérogation, sanctions) et détaille les conditions d'élaboration d'un bilan national sur les dérogations octroyées en France au cours des dix dernières années.

→ *Substances soumises à autorisation*

Le règlement (UE) n° 895/2014 du 14 août 2014, entré en vigueur le 22 août, ajoute neuf substances à la liste des substances soumises à autorisation figurant à l'annexe XIV du règlement Reach, qui en compte 31.

Rappel : Ces substances ne peuvent plus être mises sur le marché ni utilisées ni importées, à moins qu'une autorisation soit accordée pour une utilisation spécifique. Le règlement indique la date à partir de laquelle cette interdiction court ainsi que la date limite pour présenter une demande d'autorisation.

→ *Troisième Plan National Santé Environnement*

La Direction Générale de la Santé (DGS) a publié en novembre 2014 le 3^e Plan National Santé Environnement pour la période 2015-2019 (PNSE III).

Cinq actions concernent à des degrés divers l'eau de consommation humaine :

- Action n°32 : surveiller les substances émergentes prioritaires dans les milieux aquatiques et les captages d'eau destinée à la consommation humaine.
- Action n°53 : élaborer un nouveau plan "micropolluants" qui devra intégrer les plans sur les « résidus de médicaments dans les eaux » et sur les PCB.
- Action n°54 : mieux prendre en compte le caractère perturbateur endocrinien des micropolluants.
- Action n°55 : promouvoir la mise en place de plans de sécurité sanitaire « AEP ».
- Action n°56 : mettre en œuvre la protection des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable (AEP) contre les pollutions accidentelles et les pollutions diffuses.

→ *Directive 2014/101/UE*

La directive n°2014/101 du 30 octobre 2014 a actualisé la liste des normes internationales fixant les méthodes pour le contrôle des éléments de qualité des eaux de surface et des eaux souterraines.

Les États membres doivent établir des programmes de surveillance de l'état des eaux de surface et des eaux souterraines afin de dresser un tableau cohérent et complet de leur état au sein de chaque district hydrographique. Cette nouvelle version sera applicable à compter du 20 mai 2016.

6.6. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif). (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, à chaque abonnement correspond un client distinct : le nombre d'abonnements est égal au nombre de clients.

Abonné domestique ou assimilé :

Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m³/jour)

Certification ISO 14001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche environnementale effectuée par le délégataire

Certification ISO 9001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche management qualité effectuée par le délégataire

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire

Certification OHSAS 18001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche sécurité et santé effectuée par le délégataire

Client (abonné) :

Personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, quelque soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). (cf. circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des clients particuliers individuels et collectifs divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients particuliers individuels et collectifs (unité : m³/client/an)

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m³/client/an)

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Défini en 1987 comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. ». Cela suppose un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable, tout en reposant sur une nouvelle forme de gouvernance qui encourage la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile au processus de décision.

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU

Habitants desservis [D 101.0] :

Population INSEE des communes desservies après correction en cas de couverture partielle d'une commune. La population INSEE est consultable sur le site internet de l'INSEE à compter de 2009 (Décret n° 2008-1477 du 30/12/2008).

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques utilisée dans l'agroalimentaire

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ◆ 0 % : aucune action ;
- ◆ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ◆ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ◆ 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- ◆ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ◆ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ◆ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable. (Arrêté du 2 mai 2007)

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

- ◆ 0 point : absence de plan des réseaux de transport et de distribution d'eau ou plan incomplet ;
- ◆ + 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures que constituent par exemple le compteur du volume d'eau prélevé sur la ressource en eau, le compteur en aval de la station de production d'eau, ou les compteurs généraux implantés en amont des principaux secteurs géographiques de distribution d'eau potable.
- ◆ + 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.

L'obtention des 15 points précédents est nécessaire avant de pouvoir ajouter les points suivants :

- ◆ + 10 points : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.

Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.

- ◆ + 10 points : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié du linéaire total des réseaux étant renseignée.

Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

Un total de 40 points est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités locales. Ces 40 points doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :

- ◆ + 10 points : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux ;
- ◆ + 10 points : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution ;
- ◆ + 10 points : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements ;
- ◆ + 10 points : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur ;
- ◆ + 10 points : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite ;

- ◆ + 10 points : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement... ;
- ◆ + 10 points : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins trois ans);
- ◆ + 5 points : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

La description des grands ouvrages (puits, réservoirs, stations de traitement, pompages...) n'est pas prise en compte pour le calcul de cet indice.

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m³/km/jour. (Arrêté du 2 mai 2007)

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m³/km/jour. (Arrêté du 2 mai 2007)

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre)

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance. Les interruptions programmées sont celles qui sont annoncées au moins 24h à l'avance.

Les périodes d'alimentation par une eau non conforme au regard des normes de potabilité ne sont pas comptées comme des interruptions. Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non paiement des factures ne sont pas prises en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de clients mensualisés :

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de clients prélevés :

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ◆ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.

- ◆ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de clients) rapporté au nombre total de clients, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007).

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté) (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).


Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :


Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008).

6.7. Production d'eau

Type d'installation	Nom de l'installation
Production d'eau potable	LA BOURGEOISIE 1

La Filière de traitement

	Pompage exhaure
<p>Le forage de Bourgeoisie1 capte en profondeur les eaux des calcaires et craies du Crétacé Supérieur.</p> <p>Les eaux sont pompées à l'aide de deux groupes de surface d'un débit de 550 m³/h chacun.</p>	

	Traitement
<p>L'eau brute est traitée par une unité de traitement au CAG de deux files composées chacune de 3 filtres fermés</p>	

Traitement

L'eau subit ensuite une désinfection au chlore gazeux avant d'être refoulée dans les réservoirs sur tour ou au sol de Belmont



Suivi qualité

Une mesure de turbidité et de chlore permet de suivre la qualité de l'eau refoulée




<u>Type d'installation</u>	<u>Nom de l'installation</u>
Production d'eau potable	CHAUVIGNAC


La Filière de traitement


<p>Le captage consiste en une bêche ouverte par le fond captant une importante résurgence (de plusieurs centaines de m³/h) à caractère artésien de la nappe des sable de base et du calcaire graveleux du Coniacien et probablement des calcaires sous jacents des Turoniens.</p> <p>L'eau est pompée à l'aide de trois groupes de surface.</p>	<p style="text-align: center;">Pompage exhaure</p> 
<p>L'eau subit une désinfection au chlore gazeux avant d'être distribuée</p>	<p style="text-align: center;">Traitement</p> 
<p>Une mesure de turbidité et de chlore permet de suivre la qualité de l'eau pompée.</p>	<p style="text-align: center;">Suivi qualité</p> 

<u>Type d'installation</u>	<u>Nom de l'installation</u>
Production d'eau potable	ST PIERRE

La Filière de traitement

	Pompage exhaure
<p>L'eau brute est pompée dans un forage de plus de 400 mètres de profondeur captant la nappe des assises sableuses d'âge cénomanien.</p> <p>Le forage est équipé d'un groupe immergé de 240 m³/h qui refoule dans le réservoir sur tour de St Pierre.</p>	



	Traitement
<p>L'eau subit un traitement à l'eau de javel avec injection sur la colonne de refoulement du réservoir sur tour de St Pierre</p>	

	Suivi qualité
<p>Une mesure de conductivité et de turbidité permet de suivre la qualité de l'eau pompée.</p>	

Type d'installation
Production d'eau potable

Nom de l'installation
MARCHE DE GROS

La Filière de traitement

<p>L'eau brute est pompée dans un forage (terme du crétacé supérieur au cénomanién) par un groupe immergé de 140 m³/h qui refoule dans la bête au sol de Belmont sans traitement.</p>	<p style="text-align: center;">Pompage exhaure</p> 
<p>Une mesure de conductivité et de turbidité permet de suivre la qualité de l'eau pompée (risque d'eau saline).</p>	<p style="text-align: center;">Suivi qualité</p> 

Type d'installation
Production d'eau potable

Nom de l'installation
ARCES

La Filière de traitement

Pompage exhaure



L'eau subit une désinfection au chlore gazeux avant d'être distribuée

Traitement



Une mesure de turbidité et de chlore permet de suivre la qualité de l'eau pompée.

Suivi qualité



6.8. Ouvrages de distribution

Afin d'assurer le stockage et la distribution de l'eau potable, le service est constitué des installations suivantes :

- BACHE BELMONT	Réservoir au sol	Royan
- BACHE CORDOUAN	Réservoir au sol	Royan
- REPRISE BELMONT	Reprise	Royan
- REPRISE CORDOUAN	Reprise	Royan
- REPRISE LA BOURGEOISIE2	Reprise	Royan
- RESERVOIR BELMONT	Réservoir sur tour	Royan
- RESERVOIR ST PIERRE	Réservoir sur tour	Royan
- SURPRESSEUR ST PIERRE	Supression	Royan

Ouvrages réseau AEP

BACHE BELMONT

Royan

Caractéristiques du site

Réservoir au sol

Caract. Réservoir

Nb cuves		1	
Volume	m3	5000	

Caract. Autres

Télétransmetteur		Oui	
------------------	--	-----	--



Interventions

Date

Nature

Description

28/10/14

Nettoyage

Nettoyage mécanique

BACHE CORDOUAN

Royan

Caractéristiques du site

Réservoir au sol

Caract. Réservoir

Nb cuves		1	
Volume	m3	750	

Caract. Autres

Télétransmetteur		Oui	
------------------	--	-----	--



Interventions

Date

Nature

Description

14/05/14

Nettoyage

Nettoyage mécanique

Ouvrages réseau AEP

REPRISE BELMONT

Royan

Caractéristiques du site

Reprise

Caract. Pompage			
Nb Groupes		2	1
Débit	<i>m3/h</i>	550	150
Hauteur	<i>mce</i>	40	
Caract. Autres			
Télétransmetteur		Oui	



REPRISE CORDOUAN

Royan

Caractéristiques du site

Reprise

Caract. Pompage			
Nb Groupes		2	
Débit	<i>m3/h</i>	100	
Hauteur	<i>mce</i>	55	
Caract. Autres			
Télétransmetteur		Oui	



Ouvrages réseau AEP

REPRISE LA BOURGEOISIE2

Royan

Caractéristiques du site

Caract. Pompage

Nb Groupes		2	
Débit	<i>m3/h</i>	150	
Hauteur	<i>mce</i>	35	

Caract. Autres

Télétransmetteur		Oui	
------------------	--	-----	--

Reprise



RESERVOIR BELMONT

Royan

Caractéristiques du site

Caract. Réservoir

Nb cuves		1	
Volume	<i>m3</i>	2400	
Cote Sol	<i>m NGF</i>	22	
Cote Radier	<i>m NGF</i>	50	
Cote Trop-Plein	<i>m NGF</i>	58	

Caract. Autres

Télétransmetteur		Oui	
------------------	--	-----	--

Réservoir sur tour



Interventions

Date

Nature

Description

29/10/14

Nettoyage

Nettoyage mécanique

Ouvrages réseau AEP

RESERVOIR ST PIERRE

Royan

Caractéristiques du site

Caract. Réservoir			
Nb cuves		1	
Volume	m3	2400	
Cote Sol	m NGF	24	
Cote Radier	m NGF	45	
Cote Trop-Plein	m NGF	53	
Caract. Autres			
Télétransmetteur		Oui	

Réservoir sur tour



Interventions

Date	Nature	Description
30/10/14	Nettoyage	Nettoyage mécanique

SURPRESSEUR ST PIERRE

Royan

Caractéristiques du site

Caract. Pompage			
Nb Groupes		4	
Débit	m3/h	190	
Hauteur	mce	20	
Caract. Autres			
Télétransmetteur		Oui	

Surpression



6.9. Propositions d'améliorations - Détail

Les fiches ci-après représentent une liste non-exhaustive des propositions d'améliorations et viennent compléter les propositions d'améliorations faites au cours de l'année écoulée.

Domaine

Titre FicheDescription

Fiche N°

Installations

Réservoir BELMONT	Génie civil - Etanchéité . . .	170_2011_02
Réservoir BELMONT	Canalisation . . .	170_2011_03
Suppression BELMONT	Installation électrique . . .	170_2011_06
Captage ST PIERRE - Appareils de mesure	Rejet des appareils de mesure . . .	170_2011_08
Réservoir ST PIERRE	Génie civil - dôme . . .	170_2011_09
BOURGEOISIE 1 - Filtration	Accès au dessus des filtres . . .	170_2011_10
BOURGEOISIE 1 - Pompage	Génie civil - Toit terrasse . . .	170_2011_11
BOURGEOISIE 1 - Pompage	Génie civil - Peinture . . .	170_2011_12
BOURGEOISIE 1 - Filtration	Fissuration bâtiment . . .	170_2012_02
Captage MARCHE DE GROS - Pompage	Installation électrique . . .	170_2011_13
CHAUVIGNAC - Vasque	Génie civil - Eclatement . . .	170_2011_14
CHAUVIGNAC - Cellule HT	Vétusté de la coupure HT . . .	170_2011_16
Bâche CORDOUAN - Bâtiment d'habitation	Génie civil . . .	170_2011_17

Ref Fiche	Cat Fiche	Titre Fiche	T01Description	Conséquences	Proposi
170_2011_02	Installations	Réservoir BELMONT	Génie civil - Etanchéité	Risque pour le personnel. Intégrité du réservoir : qualité d'eau	Réhabilitation de l'ouvrage
170_2011_03	Installations	Réservoir BELMONT	Canalisation	Intégrité du réservoir : qualité d'eau	Réhabilitation des conduites
170_2011_16	Installations	CHAUVIGNAC - Cellule HT	Vétusté de la coupure HT	Pérennité de l'ouvrage - Sécurité du personnel - Sécurisation de l'alimentation en eau	Remplacement de la cellule
170_2011_06	Installations	Supression BELMONT	Installation électrique	Intégrité des pompes	Remplacement des résistances de démarreurs / variateurs électronique
170_2011_09	Installations	Réservoir ST PIERRE	Génie civil - dôme	Risque pour le personnel. Intégrité du réservoir : qualité d'eau	Reprise étanchéité du dessus de la vigie
170_2011_10	Installations	BOURGEOISIE 1 - Filtration	Accès au dessus des filtres	Risque pour le personnel	Mise en place d'une ligne de vie
170_2011_11	Installations	BOURGEOISIE 1 - Pompage	Génie civil - Toit terrasse du local des pompes	Infiltration dans le local des pompes et de l'armoire électrique	Refaire l'étanchéité
170_2011_12	Installations	BOURGEOISIE 1 - Pompage	Génie civil - Peinture sous bassement local des pompes	Cloquage de la peinture	Reprise de peinture (voir si décenn
170_2012_02	Installations	BOURGEOISIE 1 - Filtration	Fissuration bâtiment	Intégrité de l'ouvrage - Infiltration d'eau dans le bâtiment	Reprise ouvrage dans le cadre de la
170_2011_13	Installations	Captage MARCHE DE GROS - Pompage	Installation électrique	Intégrité des pompes	Remplacement des résistances de démarreurs / variateurs électronique
170_2011_14	Installations	CHAUVIGNAC - Vasque	Génie civil - Eclatement du béton de la poutre principale du dessus de la vasque	Intégrité de l'ouvrage	Reprise des bétons
170_2011_17	Installations	Bâche CORDOUAN - Bâtiment d'habitation	Génie civil	Sécurité du personnel	Destruction du bâtiment
170_2011_08	Installations	Captage ST PIERRE - Appareils de mesure	Rejet des appareils de mesure	Développement durable	Mise en place d'un bac de récupération + pompe

(*) à prévoir dans le cadre de la mise en place de la station de traitement de Chauvignac

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

Réservoir BELMONT

Références

N° : 170_2011_02

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Réservoir sur tour

Description

Génie civil - Etanchéité

Conséquences

Risque pour le personnel. Intégrité du réservoir : qualité d'eau



Proposition

Réhabilitation de l'ouvrage



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

Réservoir BELMONT

Références

N° : 170_2011_03

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Réservoir sur tour

Description

Canalisation

Conséquences

Intégrité du réservoir : qualité d'eau

Proposition

Réhabilitation des conduites

Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

Suppression BELMONT

Références

N° : 170_2011_06

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Suppression

Description

Installation électrique

Conséquences

Intégrité des pompes

Proposition

Remplacement des résistances de démarrage par des démarreurs / variateurs électroniques

Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

Captage ST PIERRE - Appareils de mesure

Références

N° : 170_2011_08

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Captage AEP

Description

Rejet des appareils de mesure

Conséquences

Développement durable

Proposition

Mise en place d'un bac de récupération des eaux des analyseurs + pompe



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

Réservoir ST PIERRE

Références

N° : 170_2011_09

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Réservoir sur tour

Description

Génie civil - dôme

Conséquences

Risque pour le personnel. Intégrité du réservoir : qualité d'eau



Proposition

Reprise étanchéité du dessus de la coupole et réhabilitation de la vigie



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

BOURGEOISIE 1 - Filtration

Références

N° : 170_2011_10

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Usine Production

Description

Accès au dessus des filtres

Conséquences

Risque pour le personnel

Proposition

Mise en place d'une ligne de vie



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

BOURGEOISIE 1 - Pompage

Références

N° : 170_2011_11

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Usine Production

Description

Génie civil - Toit terrasse du local des pompes

Conséquences

Infiltration dans le local des pompes et de l'armoire électrique



Proposition

Réfaire l'étanchéité



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

BOURGEOISIE 1 - Pompage

Références

N° : 170_2011_12

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Usine Production

Description

Génie civil - Peinture sous bassement local des pompes

Conséquences

Cloquage de la peinture

Proposition

Reprise de peinture (voir si décennale)



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

Captage MARCHE DE GROS - Pompage

Références

N° : 170_2011_13

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Captage AEP

Description

Installation électriquea

Conséquences

Intégrité des pompes

Proposition

Remplacement des résistances de démarrage par des démarreurs / variateurs électroniques



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

CHAUVIGNAC - Vasque

Références

N° : 170_2011_14

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Usine Production

Description

Génie civil - Eclatement du béton de la poutre principale du dessus de la vasque

Conséquences

Intégrité de l'ouvrage

Proposition

Reprise des bétons

Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

CHAUVIGNAC - Cellule HT

Références

N° : 170_2011_16

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Usine Production

Description

Vétusté de la coupure HT

Conséquences

Pérennité de l'ouvrage - Sécurité du personnel -
Sécurisation de l'alimentation en eau

Proposition

Remplacement de la cellule



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

Bâche CORDOUAN - Bâtiment d'habitation

Références

N° : 170_2011_17

Date : mars 2011

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Réservoir au sol

Description

Génie civil

Conséquences

Sécurité du personnel

Proposition

Destruction du bâtiment



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

Philippe PLAIRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

Proposition d'Amélioration

Commune de
ROYAN

BOURGEOISIE 1 - Filtration

Références

N° : 170_2012_02

Date : mai 2012

Catégorie

Installations

Domaine ou Type

Usine Production

Description

Fissuration bâtiment

Conséquences

Intégrité de l'ouvrage. Infiltration d'eau dans le bâtiment

Proposition

Reprise ouvrage dans le cadre de la garantie décennale



Fiche émise par

Bruno MERCIER

Validation :

A. TEYSSEYRE

Le Directeur des Exploitations

Philippe PLAIRE

6.10.Synthèse des rues à renouveler

Nom de la rue	Description	Conséquences	
RUE DES FAUVETTES	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE DU CHAY	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
BD DE LA COTE D'ARGENT	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE POINCARRE	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
ALLEE FAVEAU	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE MARGARETH	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE PELLETAN	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE DE LA TOUCHE TREVILLE	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE DE LA GALISSONIERE	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE NOUAILLE DEGORCES	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE DE SAINTONGE	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
BD FRANCK LAMY	Canalisation vétuste	Fuites fréquentes sur joint plomb	Remplacement la canalisation 350 ml (entre Bld de la Marne et Bld de la République)
BD ALBERT 1er (entre Bd Clémenceau et Bd de la République)	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation 350 ml
AVENUE LOUIS BOUCHET RD 150	Canalisation vétuste	Fuites fréquentes sur joint plomb	Entre face magasin VM Matériaux remplacer 100 mm fonte par un 200 mm fonte
RUE PAUL DOUMER	Tronçon corrodé en partie	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE PAUL DOUMER	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
RUE DE L'INDUSTRIE	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
AVE GAMBETTA coté Pair	Canalisation vétuste	Perte en eau	Renouvellement de la conduite la nouvelle conduite, Prévoir é
AVE GAMBETTA coté impair	Canalisation vétuste	Perte en eau	Renouvellement des conduites banchements sur la nouvelle co
BD DE LA REPUBLIQUE	Canalisation vétuste	Perte en eau	Renouvellement de la conduite Gambetta. 350 ml de fonte de
RUE PETRUS RIDEAU	Double conduite	Qualité d'eau	Suppression des deux conduites
ALLEE DES PEUPLIERS	Double conduite	Qualité d'eau	Suppression des deux conduites
AVE DE VALOMBRE	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation 140 ml
ALLEE ST NICOLAS	Canalisation vétuste	Perte en eau	Remplacement la canalisation
AVE DE BORDEAUX	Canalisation vétuste	Perte en eau	Suppression de la canalisation 100 mm fonte

6.11. Proposition de sectorisation

Proposition de sectorisation du réseau de distribution de la ville de

Le réseau de distribution de la ville de Royan est organisé en deux services de distribution. Le service de St Pierre alimenté par le château d'eau de St Pierre et le service de Belmont alimenté par le château d'eau de Belmont. Ce dernier a 120 kms des 178 kms de réseau de distribution. Il est également le secteur le plus dense en terme de nombre de branchements par linéaire de réseau.

Afin de permettre d'être plus réactif en cas de survenance de fuites, nous proposons la mise en place d'une sectorisation du service de Belmont en quatre sous secteurs équipés chacun de compteurs télélogés permettant ainsi de suivre quotidiennement les débits de chacun des secteurs.

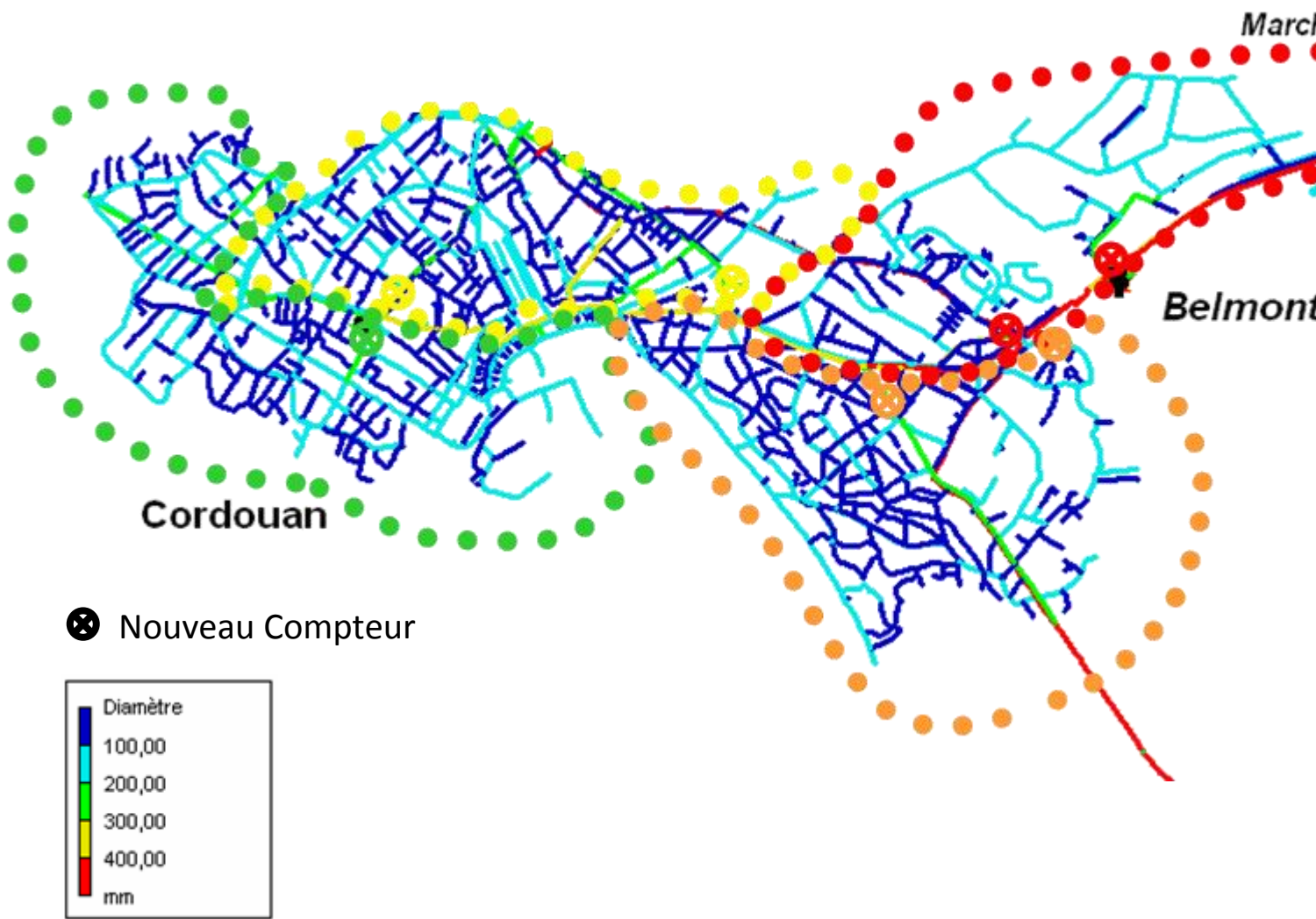
Cette proposition de sectorisation s'appuie sur le modèle mathématique hydraulique existant et permet de définir chaque sous secteur:

- Un débit et une pression suffisante à chaque point du réseau,
- Un temps de séjour admissible à chaque point du réseau,
- L'assurance de garder les débits incendie réglementaire sur les hydrants existants

Le document ci après présente une proposition de sectorisation basée sur les contraintes citée ci-dessus et permet d'établir des sous secteurs homogènes en terme de linéaire de réseaux.

Il ne prend pas en compte les contraintes d'encombrement de réseaux, des présence de vannes....

Proposition de sous-sectorisation du secteur de Belm



Ressourcer le monde

Document à usage externe

Crédits photos : © Photothèque Veolia: Lesquare / F. Benausse / A. Desvaux / W. Crozes, Jean Marie Ramès, Samuel Bigot/Andia, Rodolphe Escher, Olivier Guerrin,

Veolia - Compagnie Générale des Eaux - SCA au capital de 2.207.287.340,98 euros - 575008 Paris RCS Paris
572 025 526 - Tous droits réservés - 2014